

COMMUNAUTE DE COMMUNES AUNIS SUD
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
PROCES VERBAL INTEGRAL
SEANCE DU 23 septembre 2014

Nombre de membres :			L'an deux mil quatorze, le vingt-trois septembre à 18 heures, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Aunis Sud, légalement convoqué, s'est réuni à la Communauté de Communes Aunis Sud en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Jean GORIOUX
En exercice	Présents	Votants	
50	41 puis 43 Puis 42	45 puis 48 puis 46 puis 48 puis 47 puis 45	
Présents / Membres titulaires :			
MM. Jean GORIOUX – Catherine DESPREZ – Christian BRUNIER – Gilles GAY (a reçu pouvoir de Mme DESCAMPS) – Marie-Pierre BRUNET – Raymond DESILLE – Patricia FILIPPI – Marc DUCHEZ – Micheline BERNARD - Joël LALOYAUX – Marie-France MORANT – Jean-Marie TARGÉ – Olivier DÉNÉCHAUD - Annie SOIVE (partie à 20h05 n'a pas participé aux délibérations 12 à 17) – Etienne YVENAT – Joël BAECKER – François GIRARD – Evelyne CARIOU – Daniel ROUSSEAU – Jean-Michel CAPDEVILLE – Pascale GRIS – Gilbert BERNARD –Jean-Michel SOUSSIN – Geneviève FRAIGNEAU (a reçu pouvoir de Mme BOUYER) – Christine JUIN – Philippe GORRON – Mayder FACIONE – Joël DULPHY — Véronique ZAMPARO(a reçu pouvoir de M. GARCIA) – Marie-Véronique CHARPENTIER – Bruno CHAIGNEAU – Philippe AVRARD (arrivé à 18h20 n'a pas participé à la délibération n° 1 et 2) - Sylvie PLAIRE – Jean-Yves ROUSSEAU – Jean-Pierre SECQ (a reçu pouvoir de M. ANDRIEU) – Marie-Joëlle LOZAC'H-SALAÛN – Pascal TARDY (arrivé à 19h05 n'a pas participé aux délibérations 1 et 2 - a reçu pouvoir de M. BAS) – Thierry PILLAUD			
Présents / Membres suppléants :			
MM Yann GAY, Emmanuel JOBIN, Robert BABAUD, Vincent COURBOULAY, Jacqueline BOULERNE			
Absents non représentés :			
Danielle BALLANGER (excusée), Benjamin PENIN.			
Etait invitée et présente :		Egalement présentes à la réunion :	
Madame Marie-Odile RADY, Trésorière.		Melle Christelle LAFAYE, Directeur Général des Services. Mme Valérie DORE, Directeur Général Adjoint. Mmes Annabelle GAUDIN, Cécile PHILIPPOT, Mireille MANSON, Lydia JADOT – Delphine THERAUD – Clémence CORNEROTTE. MM. Marc BOUSSION – Sébastien DELESTRE	
Secrétaire de séance :		Le Président, <	

Ordre du jour :

I - ADMINISTRATION GENERALE

- I.1 Approbation des procès-verbaux des 17 juin 2014 et 15 juillet 2014.
- I.2 Adoption du règlement intérieur de la Communauté de Communes Aunis Sud.
- I.3 Modification des statuts de la Communauté de Communes Aunis Sud.
- I.4 Motion de soutien à l'action de l'AMF pour alerter solennellement les pouvoirs publics sur les conséquences de la baisse massive des dotations de l'Etat.
- I.5 Autorisation du Président à signer les avenants aux procès-verbaux de mise à disposition des biens suivants :
 - Commune de Surgères : parking de la Gare, Maison de l'Emploi, Ecole de Musique et Cinéma
 - Commune de Saint Saturnin du Bois : site archéologique de la Villa Gallo-Romaine
 - Commune de Forges : Maison de la Petite Enfance.

II – PERSONNEL

- II.1 Elections professionnelles 2014 - Fixation du nombre de représentants du personnel au Comité Technique et maintien du paritarisme.
- II.2 Elections professionnelles 2014 - Fixation du nombre de représentants du personnel au Comité hygiène, sécurité et conditions de travail (CHSCT) et maintien du paritarisme.
- II.3 Service Commun Urbanisme – Signature de la convention de transfert d'agents avec les Communes d'Aigrefeuille d'Aunis et de Surgères.
- II.4 Modification du tableau des effectifs.
- II.5 Mise à disposition du professeur en charge de la fanfare urbaine, dans le cadre du Temps d'Activités Périscolaires (TAP) – Information.

III - FINANCES

- III.1 Budget annexe Pépinière Agroalimentaire – Décision modificative n° 2.
- III.2 Budget principal – Décision modificative n° 3.

IV - AMENAGEMENT DE L'ESPACE

- IV.1 Dossier d'appel à manifestation d'intérêt (AMI) revitalisation de centre bourg.
- IV.2 Pôle Gare de Surgères – Présentation et choix d'un scénario de réaménagement.
- IV.3 Aménagement du pôle gare : Procès-verbal de mise à disposition de la CdC Aunis Sud de la parcelle cadastrée AH 196 appartenant à la Commune de SURGERES.

V - DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

- V.1 Salon de l'élevage à Surgères – Attribution d'une subvention.

VI - VOIRIE

- VI.1 Raccordement gaz du bâtiment Philolao (ZA de la Métairie) – convention de servitude pour réseau de distribution publique de gaz sans indemnité avec GrDF.
- VI.2 Cession des rues privées des ZI Ouest et Ouest II à Surgères à la Commune de Surgères.

VII – DIVERS

- VII.1 Décisions du Président – Information.
- VII.2 Remerciements.

Madame Marie-Pierre BRUNET présente Mademoiselle Clémence CORNEROTTE remplaçante de Caroline SAGNIER pendant 9 mois au service tourisme et communication. Elle laisse la parole à Clémence CORNEROTTE.

Mademoiselle Clémence CORNEROTTE explique qu'elle a déjà eu l'occasion de rencontrer certains élus lors des commissions. Elle informe qu'elle remplace effectivement Mademoiselle Caroline SAGNIER jusqu'au mois de juin sur la mission tourisme et communication. Concernant son profil, elle fait savoir qu'elle est titulaire d'une licence en tourisme et en évènementiel ; ensuite elle a obtenu un Master en communication. Elle a travaillé au sein de Charente-Maritime Tourisme, d'agences de communication et dans des offices de tourisme notamment à l'Office de Tourisme de Pôle Saintonge Dorée.

Monsieur Jean GORIOUX remercie Mademoiselle Clémence CORNEROTTE et présente Monsieur Marc BOUSSION à l'ensemble du Conseil Communautaire.

Monsieur Marc BOUSSION explique qu'il occupe le poste de Responsable du service finances depuis le 1^{er} septembre 2014. Depuis 5 ans, il travaillait en Indre et Loire à la Commune de Veigné. Il est titulaire d'un Master en comptabilité. Il a travaillé dans un cabinet d'expertise comptable et de commissariat aux comptes.

Monsieur Jean GORIOUX remercie ces deux agents et leur souhaite la bienvenue.

I.1 APPROBATION DES PROCES-VERBAUX DES 17 JUIN 2014 ET 15 JUILLET 2014.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Sur proposition de **Monsieur Jean GORIOUX**, Président, le Conseil Communautaire,

A L'UNANIMITE

- approuve les procès-verbaux des séances des 17 juin 2014 et 15 juillet 2014 qui ont été communiqués à l'ensemble des membres de l'Assemblée.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

I.2 ADOPTION DU REGLEMENT INTERIEUR DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES AUNIS SUD.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2121-1 et suivants, L 2313-1 et suivants, L 5211- 1 et suivants,

Vu le Code Général des Impôts et notamment l'article 1609 nonies C IV,

Vu les arrêtés préfectoraux n°13-1132-DRCTE-B2 du 30 mai 2013 et n°13-2572-DRCTE-B2 du 18 octobre 2013,

Considérant qu'il convient au Conseil Communautaire d'adopter, dans les six mois qui suivent son installation, son règlement intérieur,

Vu le projet de règlement intérieur débattu en Bureau le 2 septembre 2014,

Monsieur le Président fait lecture du projet de règlement intérieur qui a été adressé avec la convocation.

Il indique qu'il a pour objet de définir les modalités de fonctionnement des différentes instances de la Communauté de Communes Aunis Sud. Il apporte des compléments aux dispositions prévues par la loi pour assurer le bon fonctionnement de la Communauté de Communes.

Ces explications entendues, **Monsieur le Président**, demande au Conseil Communautaire de se prononcer sur la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire,

A L'UNANIMITE

- Donne acte au rapporteur des explications ci-dessus détaillées,
- Approuve le projet de Règlement intérieur tel qu'annexé à la présente délibération,
- Autorise Monsieur le Président à prendre toutes dispositions pour ce qui concerne le suivi administratif, technique et financier de la présente délibération.

I.3 MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES AUNIS SUD.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L5211-17, et L5211-20,

Vu les statuts de la Communauté de Communes Aunis sud approuvés par arrêté préfectoral n°13-1132-DRCTE-B2 du 30 mai 2013 portant fusion-extension des Communautés de Communes de Surgères et Plaine d'Aunis, et créant la Communauté de Communes Aunis Sud,

Considérant qu'après 9 mois de fonctionnement, des ajustements, précisions ou modifications de certaines compétences semblent nécessaires au bon exercice et à la clarification des compétences de la nouvelle Communauté installée depuis le 1^{er} janvier 2014,

Monsieur le Président explique qu'il convient de modifier les statuts de la Communauté de Communes Aunis Sud, conformément au projet adressé aux membres du Conseil Communautaire à l'appui de la convocation à la présente réunion et notamment :

- En précisant:
 - l'article relatif aux "Actions de développement économique d'intérêt communautaire"
 - l'article relatif à la "Politique du logement social, de l'Habitat et du cadre de vie"
 - l'article relatif au "Centre Intercommunal d'Action Sociale"
 - l'article relatif à "l'Emploi, la formation et l'insertion"
 - l'article relatif aux "Equipements sportifs déclarés d'Intérêt communautaire"
 - l'article relatif à "l'Animation sportive"
 - l'article relatif au "Soutien aux Clubs"
 - l'article relatif à "l'animation culturelle"
 - l'article relatif à « la protection et mise en valeur de l'environnement »
 - l'article relatif à "la mobilité"
 - l'article relatif aux "Affaires scolaires"
- en ajoutant un nouvel article intitulé "Lien social"
- en modifiant l'annexe 1 détaillant la liste des voiries d'intérêt communautaire et des parkings communautaires.

Monsieur Jean GORIOUX, Président, ainsi que les Vice-Présidents en charge des différentes compétences présentent ensuite point par point les modifications proposées par le Bureau Communautaire réuni le 16 septembre après le travail des Commissions.

COMPETENCES OBLIGATOIRES

II – DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

2°) Actions de développement économique d'intérêt communautaire :

Monsieur Jean GORIOUX énumère les points qui ont été modifiés ou ajoutés :

- l'accueil et orientation des entreprises dans les domaines du droit du travail, du droit du commerce et des sociétés, de la formation et des ressources humaines
- La conduite d'actions de promotion et de communication du territoire, recherche et accompagnements d'investisseurs et de porteurs de projet en vue d'implantation d'activités économiques
- La recherche de subventions pour les projets locaux de développement économique
- La réalisation et la mise à jour d'un schéma des zones d'activités contribuant à mettre en cohérence le projet de territoire, le développement des entreprises, et les perspectives de développement de l'offre foncière et ses vocations à travers les futurs parcs d'activités
- L'accompagnement des acteurs économiques locaux tel que le club d'entreprises.

Monsieur Jean GORIOUX donne la parole à Madame Catherine DESPREZ.

Madame Catherine DESPREZ explique qu'il s'agissait de développer de façon plus précise les actions du service développement économique par rapport à l'antériorité au niveau du fonctionnement.

Monsieur Jean GORIOUX ajoute que l'ensemble de ces modifications ont été validées par le Bureau il y a 8 jours.

COMPETENCES OPTIONNELLES

II - Politique du logement social, de l'habitat et du cadre de vie

- Mise en place de points d'accueil et d'information pour les particuliers par des acteurs du logement et de l'habitat sur conventionnement avec la Communauté de Communes.

Monsieur Christian BRUNIER explique que cette modification est nécessaire pour qu'ils puissent faire participer des structures telles que le PACT. Dans le cadre du programme « habiter mieux » (financé par le Conseil Général, l'Etat et l'Anah) des personnes qui ont besoin d'amélioration de leur habitat soit au niveau de l'économie d'énergie, de l'accessibilité, de l'isolation... peuvent bénéficier d'aides. Il a rencontré le PACT la semaine dernière pour fixer à partir de l'année prochaine des lieux de rencontre avec les usagers sur Surgères et sur Aigrefeuille.

Monsieur Jean GORIOUX fait remarquer que ces actions risquent d'avoir de l'audience sur le territoire dans le contexte actuel et dans les objectifs affichés par le gouvernement en matière d'amélioration de l'habitat.

Monsieur Christian BRUNIER suggère de faire une réunion de l'ensemble des maires ou des adjoints aux Maires en charge du social ou des bâtiments pour que les gens, même ceux ayant des revenus corrects, soient informés des aides possibles.

III – Action sociale :

2°) Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS)

Madame Catherine DESPREZ explique les différents points qui ont été modifiés ou ajoutés :

- Concernant les logements temporaires et l'hébergement d'urgence, la Communauté de Communes de Surgères avait acquis un logement. Ce dernier a été restauré et est destiné à être un logement temporaire. Il est donc ajouté dans les statuts.
- Au niveau du « **soutien aux associations** », il s'effectuait selon une liste jointe aux statuts, cette liste n'étant pas assez développée, elle a été supprimée ; figurent ainsi dans les statuts le domaine d'intervention des associations : « soutien aux associations à caractère social (...) et à des manifestations à **caractère solidaire** » : des associations telles que le Secours Catholique ou le CAC notamment avaient mené des actions au moment de Noël et ne figuraient pas dans les associations pouvant obtenir un soutien communautaire.
- **Quant au soutien à une association pour participer au poste d'intervenant social**, le poste est déjà ouvert par l'intermédiaire de l'association Altéa Cabestan.

Monsieur Jean GORIOUX ajoute que cette dernière action a été initiée il y a quelque temps et avait été omise dans les statuts.

3°) Emploi, formation, insertion :

- Soutien aux associations agréées Ateliers et Chantiers d'Insertion (A.C.I) et aux Associations Intermédiaires (A.I.) ayant leur siège et leur activité sur le territoire communautaire.

4°) Lien Social :

- Soutien aux associations ayant leur siège social ou leur activité sur le territoire communautaire favorisant la mixité et le lien social pour les habitants du territoire.

Monsieur Christian BRUNIER explique qu'il fallait préciser concernant le point cité en « emploi, formation, insertion » que les Associations Intermédiaires concernées étaient celles du territoire. Concernant le point sur le lien social, le but est de pouvoir soutenir des associations comme l'Accorderie. Cette année, la Communauté de Communes n'a pu répondre à sa demande.

Monsieur Jean GORIOUX confirme que l'objectif de cette écriture est de pouvoir répondre ou pas aux demandes particulières.

Madame Véronique ZAMPARO demande si des projets sont envisagés au niveau des bâtiments occupés précédemment par la Gendarmerie à Surgères.

Monsieur Jean GORIOUX répond que ces locaux appartiennent à la Commune de Surgères.

Madame Catherine DESPREZ informe l'assemblée qu'ils sont en vente.

Monsieur Jean GORIOUX ajoute que la Communauté de Communes n'a pas l'intention de les acheter.

IV – Politique sportive et équipements sportifs

1°) Construction, aménagement, gestion et entretien des équipements sportifs d'intérêt communautaire.

Monsieur Jean GORIOUX fait part de l'oubli du skate-park.

2°) Animation sportive

En animation sportive, Monsieur Jean GORIOUX indique que l'exercice de la compétence « école multisports » sera effectif à la rentrée 2015.

Monsieur Marc DUCHEZ explique que l'école multisports s'adresse aux enfants de grande section, du CP et du CE1 (de 5 ans à 7 ans) et qu'il est prévu de créer deux pôles : Surgères et Aigrefeuille. Le pôle de Surgères accueillera 80 enfants et celui d'Aigrefeuille une soixantaine et ce sur 2 cycles : d'octobre à fin janvier et de février à fin mai. La Ville de Surgères gère l'école multisports jusqu'à la fin de l'année scolaire 2014-2015. La Communauté de Communes exercera cette compétence effectivement à partir de la rentrée scolaire 2015.

Monsieur Jean GORIOUX explique que le report à la prochaine rentrée scolaire de cette activité va permettre de faciliter certaines démarches administratives (évaluation des plannings des éducateurs sportifs ...) liées à sa mise en œuvre.

Monsieur Marc DUCHEZ ajoute qu'avec la mise en place des rythmes scolaires, le mercredi matin étant un jour d'école, l'accessibilité à l'école multisports est réduite de moitié. Elle ne pourra satisfaire tous les enfants du secteur de Surgères.

Monsieur Jean GORIOUX constate effectivement que la modification des plannings scolaires a des incidences sur les activités extrascolaires sportives et culturelles.

3°) Soutien aux clubs

- Soutien aux manifestations sportives ayant un rayonnement supra-départemental.

Monsieur Marc DUCHEZ dit que cette proposition de rédaction va permettre aux Communes de pouvoir aider certains clubs pour des petites actions sportives. La Communauté de Communes pourra « mieux » soutenir ainsi des manifestations sportives au niveau régional voire national.

Monsieur Jean GORIOUX ajoute que, sur le territoire, 8 ou 10 clubs sont concernés.

- Soutien aux clubs du territoire communautaire qui exercent une action éducative en faveur des jeunes de moins de 18 ans licenciés à une fédération sportive et domiciliés sur le territoire de la Communauté de Communes Aunis Sud

Monsieur Marc DUCHEZ explique que le but était de bien cadrer les conditions d'octroi de cette subvention afin d'éviter toute ambiguïté.

Monsieur Jean GORIOUX confirme qu'en effet cette écriture ne laisse place à aucune équivoque.

V – Politique culturelle

3°) Animation culturelle

Monsieur Jean GORIOUX donne lecture des modifications :

- Suppression « d'un spectacle par an pour tous les enfants scolarisés en maternelle et élémentaire » car l'action est portée par le Palace et s'inscrit dans les actions culturelles du Palace.

- Suppression « soutien aux associations et manifestations culturelles qui :
*soit présentent un caractère unique sur le territoire communautaire,
*soit qui ont un rayonnement supra-communal voire supra-communautaire ».

Cette dernière suppression est remplacée par « Soutien aux manifestations culturelles ayant un rayonnement supra-communautaire ».

Madame Patricia FILIPPI informe que pour le Palace, il s'agit effectivement d'une reconnaissance de son rôle au niveau du Pays d'Aunis. L'action portée par le Palace au profit des enfants scolarisés en classes de maternelle et élémentaire a débuté à la rentrée de septembre.

Concernant les manifestations culturelles ayant un rayonnement supra-communautaire, **Madame Patricia FILIPPI** explique qu'il s'agit, comme cela a été évoqué pour les clubs sportifs, de cibler le rôle des Communes et de la Communauté de Communes pour l'attribution des subventions.

Monsieur Jean GORIOUX ajoute que le Palace prend en charge le transport des enfants ce qui supprime, au niveau des compétences facultatives « la prise en charge du transport des enfants scolarisés dans les écoles du territoire pour les spectacles annuels offerts aux écoles ».

VI - Protection et mise en valeur de l'environnement

Madame Micheline BERNARD explique que la Commission environnement a invité, lors de sa réunion du 4 septembre, la FDGDON, le SYHNA et ISGD. Ensuite, en réunion de Bureau, se posait un questionnement concernant le périmètre du SYHNA car il ne comprenait pas toutes les communes de la Communauté de Communes. Après renseignements pris, il en résulte que l'adhésion de la Communauté de Communes au SYHNA élargit de fait son périmètre.

Monsieur Joël DULPHY confirme et ajoute que le SYHNA devra modifier ses statuts.

Monsieur Christian BRUNIER se demande si ce nouveau périmètre ne doit pas être approuvé par la CDCI.

Monsieur Joël DULPHY se renseignera auprès des services de la Préfecture car il n'est pas certain que la CDCI ait à donner un avis sur le périmètre. Dans la réforme territoriale, il était question de revoir les compétences des différentes associations syndicales des marais. Aussi, selon la loi GEMAPI les statuts changeraient.

Monsieur Jean GORIOUX demande effectivement à ce que le point évoqué par Monsieur Christian BRUNIER soit éclairci afin de ne pas prendre de décision illégale juridiquement.

Madame Micheline BERNARD rappelle que les espèces nuisibles font beaucoup de ravages sur les berges, les routes et les cultures et qu'une action est nécessaire. La FDGDON intervient pour les Communes et les particuliers habitant dans des Communes adhérentes pour les frelons et les rats par exemple. Il semblerait plus opportun que la Communauté de Communes adhère au SYHNA. Ce dernier interviendrait à hauteur de la somme engagée par la Communauté de Communes.

L'adhésion à la FDGDON serait de l'ordre de 4 100 € contre 50 000 € (en euro constant) au SYHNA. Il interviendrait en tant que maître d'ouvrage pour lutter contre la jussie, les ragondins, les rats musqués sur l'ensemble du territoire communautaire.

Sont ainsi proposés :

- l'adhésion de la Communauté de Communes, en 2015, au SYHNA pour la lutte contre les rongeurs aquatiques nuisibles et les espèces végétales aquatiques envahissantes,- et le choix pour les communes d'adhérer ou non à la FDGDON pour l'ensemble des autres espèces nuisibles.

A la demande de **Monsieur Joël BAECKER**, **Madame Micheline BERNARD** lui répond que toutes les communes sont concernées par le problème des ragondins.

Monsieur Jean GORIOUX demande s'il y a des précisions concernant la pérennité du financement à travers le SYHNA.

Monsieur Joël DULPHY répond que le SYHNA a un budget de 400 000 €/ an essentiellement pour la lutte des espèces envahissantes et un contrat avec l'Agence de l'Eau Loire Bretagne qui abonde pour les travaux d'entretien. Le SYHNA investit environ 140 000 € voire 150 000 € dans la lutte contre les ragondins et la jussie. Le Conseil Général et le Conseil Régional financent également ces actions. Depuis trois ou quatre ans, le SYHNA perçoit également des fonds européens. Il s'étend auprès de 50 Communes.

A la demande de **Monsieur Jean GORIOUX**, **Monsieur Joël DULPHY** confirme que si la Communauté de Communes adhère au Syndicat, les communes n'ont plus à y adhérer.

Monsieur Philippe GORRON fait savoir que, depuis 2012, la Commune de Saint Crépin a signé une convention avec la Communauté d'Agglomération de Rochefort dans le cadre d'un programme de lutte contre les rongeurs, la jussie... La Commune doit-elle poursuivre ce conventionnement en 2015 si la Communauté de Communes Aunis Sud prend la compétence en matière de lutte contre les rongeurs aquatiques et les plantes envahissantes des milieux aquatiques ?

Monsieur Jean GORIOUX rappelle que la proposition qui est faite est d'avoir une action qui couvre l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes pour les rongeurs aquatiques et pour la jussie. Par conséquent, il n'y a pas de raison de continuer toute opération avec la Communauté d'Agglomération de Rochefort.

Monsieur Gilles GAY fait savoir que la Commune d'Aigrefeuille adhère actuellement au SYHNA. Si l'année prochaine la Communauté de Communes adhère à ce syndicat, la commune d'Aigrefeuille n'y adhèrera plus.

Monsieur Joël DULPHY confirme que dans le cadre du SYHNA, la commune d'Aigrefeuille fait partie du périmètre ; elle est donc couverte pour la lutte anti ragondins et jussie. Cependant les financements du SYHNA sont limités et il ne peut donc intervenir davantage sans apport supplémentaire.

Monsieur Jean-Michel CAPDEVILLE demande si, au 1^{er} janvier 2015, le SYHNA aura des équipes pour intervenir dans toutes les communes.

Monsieur Joël DULPHY répond qu'il faudra déterminer un point d'intervention qui sera supérieur à ce qui se fait actuellement. Les équipes d'ISGD et d'A17 devront être plus importantes et augmenteront ainsi les coûts.

Madame Micheline BERNARD explique que la lutte dépend des moyens financiers mis en œuvre pour ces actions. De la somme inscrite au budget 2015 de la Communauté de Communes au profit de ces opérations dépendra l'action du SYHNA (mise en place d'une 1 ou 2 équipes supplémentaires de piégeurs sur l'ouest du territoire...).

Monsieur Joël BAECKER demande si dans cette proposition un bilan annuel des actions entreprises et du résultat est établi.

Monsieur Joël DULPHY répond qu'un bilan effectué par le SYHNA est envoyé aux communes. Le SYHNA demande aux communes de délibérer pour faire remonter un avis.

Madame Micheline BERNARD rapporte qu'en 2013, 3 000 ragondins ont été tués soit 1/3 de leur population dans les communes qui adhèrent.

Monsieur Jean GORIOUX informe que ISGD transmet les résultats par territoire à la fin de chaque campagne de piégeage.

Monsieur Marc DUCHEZ explique que depuis 10 mois, il n'y a plus de piégeurs sur les 4 communes issues de la Communauté de Communes du Val de Trézence de la Boutonne à la Devisse car cette dernière exerçait cette compétence. En attendant, il demande si une structure pourrait faire une campagne de destruction jusqu'à la fin de l'année car les agriculteurs se plaignent quotidiennement des ragondins.

Monsieur Joël DULPHY lui conseille de contacter directement ISGD ou la Fédération des chasseurs.

Monsieur Marc DUCHEZ souligne que les chasseurs ont fait des battues mais la Communauté de Communes envoyait également des piégeurs sur Chervettes et Saint-Laurent de la Barrière.

Monsieur Bruno CHAIGNEAU propose de l'aider sur les parties marais. Il peut solliciter les lieutenants de louveterie qui organisent des battues administratives (200 à 300 ragondins par soirée).

Monsieur Christian BRUNIER fait remarquer que les statuts actuels demeurent en application jusqu'au 31 décembre 2014. Comme il est noté « participation à la lutte contre les ragondins » la Communauté de Communes peut participer au coût d'une opération pour lutter contre les ragondins.

Monsieur Jean GORIOUX propose la rédaction suivante : « lutte contre les rongeurs aquatiques nuisibles et les espèces végétales aquatiques envahissantes ».

Madame Micheline BERNARD précise que la jussie est une plante vivace qui a pour conséquences d'envahir les canaux, gêner les pêcheurs et désoxygéner l'eau.

Monsieur Jean GORIOUX évoque la somme qui pourrait être inscrite au budget 2015 au titre de la compétence énumérée ci-dessus : 50 000 € à coût constant pour l'ensemble du territoire. Il indique que l'intérêt de cette solution est de solliciter des subventions au niveau d'un territoire plus vaste et pour lesquelles les communes ne sont pas éligibles.

COMPETENCES OPTIONNELLES

III – Affaires scolaires

- Soutien aux communes et aide technique au montage des dossiers pour l'informatisation des écoles primaires.

Monsieur Christian BRUNIER explique qu'il s'agit de la définition arrêtée par le Bureau, définition différente de la proposition de la Commission qui portait sur « l'acquisition, l'installation et la maintenance des matériels informatique (...) », l'acquisition et maintenance ne pouvant être dissociées.

Le Bureau a retenu « le soutien aux Communes (...) » par le biais de fonds de concours. La commune effectue ses commandes et la Communauté de Communes peut ensuite participer au financement à hauteur maximale de 50% de la somme restant à la charge de la collectivité. Pour les Communes, cette solution s'avère moins avantageuse que celle mise en place actuellement. La difficulté est que l'agent en charge de l'informatique à la Communauté de Communes ne peut assumer toutes ces charges. Pour assurer une maintenance globale, il faudrait faire appel à une entreprise dont le devis s'élèverait à 35 000 €/ an. Au niveau de la Communauté de Communes Plaine d'Aunis, une personne s'occupait de la maintenance du parc informatique des écoles primaires.

Monsieur Jean GORIOUX fait savoir qu'à travers cette compétence, se posent les questions des moyens humains et financiers. Si la proposition de la Commission est retenue, cela signifie que la Communauté de Communes se doit de répondre à toutes les demandes de maintenance sur un parc très divers en équipement. Il faudrait recruter un agent supplémentaire dans ce service et envisager un renouvellement d'un parc informatique supérieur à 600 appareils sur l'ensemble du territoire.

A travers la suggestion du Bureau, les communes gardent la compétence. Elles conservent donc la maîtrise du développement informatique de leurs écoles en partenariat avec les enseignants.

Monsieur Christian BRUNIER informe qu'à la Communauté de Communes Plaine d'Aunis, le type de matériel était imposé aux enseignants.

Monsieur Jean GORIOUX fait part d'un projet national, concernant un plan numérique pour les écoles. A ce titre, des communes sont éligibles à des financements contrairement aux Communautés de Communes.

Madame Micheline BERNARD fait observer que la Communauté de Communes peut apporter une aide allant de 0% à 50% donc cela sous-entend que le soutien puisse être nul pour l'achat de matériel informatique. Si la Communauté de Communes a des difficultés financières, il est possible qu'aucune inscription budgétaire ne soit prévue pour ce soutien aux Communes.

Monsieur Jean GORIOUX confirme que la ligne budgétaire est discutée tous les ans lors du vote du budget.

Madame Micheline BERNARD demande comment s'effectuera l'attribution des fonds de concours si plusieurs communes en font la demande en même temps.

Monsieur Jean GORIOUX répond qu'aujourd'hui il y a une telle diversité dans l'équipement informatique des écoles que l'an prochain, la priorité sera donnée aux écoles qui n'en ont pas. Le montant alloué aux collectivités sera fonction du nombre de demandes. La Communauté de Communes a la nécessité de maîtriser ses dépenses.

Monsieur François GIRARD a besoin aujourd'hui de 2 ordinateurs. Il demande la démarche à suivre.

Monsieur Christian BRUNIER lui répond qu'il doit effectuer sa commande par la Communauté de Communes. Cette dernière est dotée de cette compétence jusqu'au 31 décembre 2014 et se doit ainsi d'assurer, à cet effet, un minimum.

Monsieur Jean GORIOUX met en garde les élus sur les commandes envisagées d'ici la fin de l'année ; à ce titre, 40 000 € (somme à confirmer) sont inscrits au budget.

Selon **Madame Annie SOIVE**, le besoin dans les écoles porte essentiellement sur la maintenance du parc informatique.

Monsieur Jean GORIOUX fait observer que si la maintenance est une prestation de services gérée par la Communauté de Communes au profit des 27 communes elle devra faire l'objet, au préalable, de la passation d'un marché public (la rédaction d'un tel marché représente un gros travail).

Des opérateurs locaux et des autoentrepreneurs installés sur le territoire sont prêts à assurer ce type de maintenance. Le titulaire du marché public portant sur une maintenance de 600 matériels informatiques ne sera certainement pas une entreprise implantée sur le territoire.

Monsieur Jean-Marie TARGÉ explique que le contrat de maintenance (par commande du Conseil Général) est arrivé à terme. La Commune va faire appel à une entreprise locale.

Monsieur Jean-Michel CAPDEVILLE confirme que la maintenance informatique est importante. Cependant il faudrait faire un inventaire du parc. Les besoins ne sont pas les mêmes selon l'ancienneté des équipements. De plus, la priorisation des fonds de concours sera difficile à gérer.

Monsieur Christian BRUNIER souligne que dans certaines écoles, les enseignants ont des connaissances informatiques.

Monsieur Jean GORIOUX rappelle que la diversité des situations fait qu'il est impossible de proposer une action équitable au 1^{er} janvier sur l'ensemble du territoire car cela signifierait un renouvellement des 600 appareils.

Monsieur Christian BRUNIER propose le renouvellement d'une centaine d'appareils tous les ans.

Monsieur Jean-Michel CAPDEVILLE suggère un audit sur l'ensemble des communes de la Communauté de Communes et d'établir un programme sur 6 ans.

Monsieur Christian BRUNIER informe que l'équipe va faire un état de l'existant. Il a déjà été effectué pour les Communes anciennement membres de la Communauté de Communes Plaine d'Aunis. Dans certaines communes, compte-tenu de l'ancienneté du matériel, la maintenance n'est plus assurée.

Madame Véronique ZAMPARO pense qu'il faut procéder à un état des lieux précis sur tout le territoire avant de prendre une décision quelconque.

Monsieur Christian BRUNIER sait que des écoles possèdent du matériel qui n'est plus adapté. Il faut savoir que la direction d'une école communique avec le rectorat par voie informatique ; elle doit posséder du matériel performant.

Monsieur Joël BAECKER explique que les ordinateurs dans les écoles sont fournis gratuitement et sont changés lorsqu'ils sont hors d'usage. De plus, l'usage des ordinateurs en classes de maternelles ou primaires n'est pas fréquent. Il n'est donc pas nécessaire d'investir dans du matériel performant. Il est certain que s'il est proposé aux Communes un parc informatique neuf, il adhère immédiatement à ce projet.

Madame Patricia FILIPPI demande aux Conseillers Généraux si le plan AIRE est pérennisé. Elle ajoute que la Commune de Saint Mard a bénéficié, dans le cadre de ce plan, de l'équipement informatique de deux classes et du soutien d'un référent informatique de l'académie.

Monsieur Christian BRUNIER lui répond que les référents informatiques sont de moins en moins disponibles et que ces postes sont supprimés au fil du temps. Il informe Monsieur Joël BAECKER que certains logiciels ne fonctionnent pas sur des anciens appareils.

Monsieur Jean GORIOUX rappelle la formulation qui est proposée : «soutien aux communes et l'aide technique au montage des dossiers pour l'informatisation des écoles primaires ». Le fonds de concours apparaîtra dans une enveloppe lors du vote du budget. Il sera proposé aux Communes un groupement de commandes dont le cahier des charges sera effectué par la Communauté de Communes. Il pourra permettre la réalisation d'économie pour les acquisitions de matériel informatique.

Monsieur Joël BAECKER en conclut que la Communauté de Communes a également la compétence pour la commande des ordinateurs gratuits.

Monsieur Christian BRUNIER lui répond qu'il peut en faire la demande dans le cadre du plan AIRE, sachant que c'est la Communauté de Communes qui signera. Il précise que le plan AIRE fonctionne selon la disponibilité du matériel.

Madame Marie-Pierre BRUNET informe Monsieur Joël BAECKER que le matériel attribué dans le cadre du plan AIRE provient des collèges. Lors du renouvellement du parc informatique des collèges, le Conseil Général redonne aux écoles primaires les anciens matériels. L'Association des Maires de Charente-Maritime gère les demandes des Communes et répartit les appareils de manière équitable.

Annexe 1 « Liste des voiries d'intérêt communautaire »

Monsieur Jean GORIOUX indique que les modifications des statuts concernent la diminution de la longueur de voirie communautaire de 12 440 Km à 12 322 Km et l'augmentation de la surface des parkings (22 180 m² environ) au lieu de 13 100 m².

Monsieur Jean GORIOUX ajoute que le projet de statuts doit être présenté aux conseils municipaux. Pour être validé, il doit être adopté à la majorité qualifiée à savoir 2/3 des communes représentant 50% de la population ou 50% des communes représentant les 2/3 de la population. Le projet de statuts sera donc transmis aux Communes. Il propose de se rendre dans les Conseils Municipaux qui le souhaitent afin d'apporter des explications.

Monsieur le Président sollicite ensuite sur chaque point l'avis des membres du Conseil Communautaire :

- l'article relatif aux "Actions de développement économique d'intérêt communautaire" : **Aucune observation, abstention ou vote contre**
- l'article relatif à la "Politique du logement social, de l'Habitat et du cadre de vie": **Aucune observation, abstention ou vote contre**
- l'article relatif au "Centre Intercommunal d'Action Sociale": **Aucune observation, abstention ou vote contre**
- l'article relatif à "l'Emploi, la formation et l'insertion": **Aucune observation, abstention ou vote contre**

- l'article relatif aux " Equipements sportifs déclarés d'Intérêt communautaire": **Aucune observation, abstention ou vote contre**
- l'article relatif à "l'Animation sportive": **Aucune observation, abstention ou vote contre**
- l'article relatif au "Soutien aux Clubs": **Aucune observation, abstention ou vote contre**
- l'article relatif à "l'animation culturelle": **Aucune observation, abstention ou vote contre**
- l'article relatif à "la mobilité": **Aucune observation, abstention ou vote contre**
- l'article relatif à « la protection et mise en valeur de l'environnement » : **Aucune observation, abstention ou vote contre la nouvelle rédaction proposée en séance**
- l'article relatif aux "Affaires scolaires" : **3 abstentions (Mmes Micheline BERNARD, Annie SOIVE et M. Jean-Yves ROUSSEAU) et aucun vote contre**
- l'article intitulé "Lien social" : **Aucune observation, abstention ou vote contre**
- la liste des voiries d'intérêt communautaire et des parkings communautaires : **Aucune observation, abstention ou vote contre.**

Monsieur le Président rappelle ensuite que toutes les Communes membres de la Communauté de Communes Aunis Sud devront se prononcer sur cette modification des statuts, à la majorité qualifiée, et qu'elle ne sera effective qu'après la signature d'un arrêté de Madame la Préfète de la Charente-Maritime.

Ces explications entendues, **Monsieur le Président** demande au Conseil Communautaire de se prononcer sur la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire :

A l'unanimité,

- Donne acte au rapporteur des explications ci-dessus détaillées,
- Approuve la modification des statuts telle que modifiée en séance, dont le projet a été envoyé aux membres du Conseil Communautaire à l'appui de la convocation à la présente réunion,
- Approuve les nouveaux statuts modifiés ci-annexés,
- Prend bonne note que les Conseils Municipaux des vingt-sept Communes membres de la Communauté de Communes Aunis Sud devront se prononcer sur cette modification statutaire,
- Prend bonne note que la modification de statuts fera l'objet d'un arrêté de Madame la Préfète de la Charente-Maritime,
- Autorise Monsieur le Président à prendre toutes dispositions pour ce qui concerne le suivi administratif, technique et financier de la présente délibération.

I.4 MOTION DE SOUTIEN A L'ACTION DE L'AMF POUR ALERTE SOLENNELLEMENT LES POUVOIRS PUBLICS SUR LES CONSEQUENCES DE LA BAISSSE MASSIVE DES DOTATIONS DE L'ETAT.

Les collectivités locales, et en premier lieu les communes et leurs intercommunalités, risquent d'être massivement confrontées à des difficultés financières d'une gravité exceptionnelle. Dans le cadre du plan d'économies de 50 milliards d'euros qui sera décliné sur les années 2015-2017, les concours financiers de l'État sont en effet appelés à diminuer :

- De 11 milliards d'euros progressivement jusqu'en 2017,
-
- Soit une baisse cumulée de 28 milliards d'euros sur la période 2014-2017.

Dans ce contexte, le Bureau de l'AMF a souhaité, à l'unanimité, mener une action forte et collective pour expliquer de manière objective la situation et alerter solennellement les pouvoirs publics sur l'impact des mesures annoncées pour nos territoires, leurs habitants et les entreprises. L'AMF, association pluraliste forte de ses 36.000 adhérents communaux et intercommunaux, a toujours tenu un discours responsable sur la nécessaire maîtrise des dépenses publiques ; aussi, elle n'en est que plus à l'aise pour dénoncer cette amputation de 30% de nos dotations. Quels que soient les efforts entrepris pour rationaliser, mutualiser et moderniser l'action publique locale, l'AMF prévient que les collectivités ne pourront pas absorber une contraction aussi violente de leurs ressources.

En effet, la seule alternative sera de procéder à des arbitrages douloureux affectant les services publics locaux et l'investissement du fait des contraintes qui limitent leurs leviers d'action (rigidité d'une partie des dépenses, transfert continu de charges de l'État, inflation des normes, niveau difficilement supportable pour nos concitoyens de la pression fiscale globale).

La Communauté de Communes Aunis Sud rappelle que les collectivités de proximité que sont les communes et leurs intercommunalités sont, par la diversité de leurs interventions, au cœur de l'action publique pour tous les grands enjeux de notre société :

- Elles facilitent la vie quotidienne de leurs habitants et assurent le « bien vivre ensemble » ;
- Elles accompagnent les entreprises présentes sur leur territoire ;
- Enfin, elles jouent un rôle majeur dans l'investissement public, soutenant ainsi la croissance économique et l'emploi.

La diminution drastique des ressources locales pénalisera à terme nos concitoyens, déjà fortement touchés par la crise économique et sociale et pourrait fragiliser la reprise pourtant indispensable au redressement des comptes publics.

En outre, **la Communauté de Communes Aunis Sud** estime que les attaques récurrentes de certains médias contre les collectivités sont très souvent superficielles et injustes.

C'est pour toutes ces raisons que **la Communauté de Communes Aunis Sud** soutient les demandes de l'AMF :

- Réexamen du plan de réduction des dotations de l'État,
- Arrêt immédiat des transferts de charges et des mesures normatives, sources d'inflation de la dépense,
- Réunion urgente d'une instance nationale de dialogue et de négociation pour remettre à plat les politiques publiques nationales et européennes impactant les budgets des collectivités locales.

Motion adoptée à l'unanimité.

I.5 AUTORISATION DU PRESIDENT A SIGNER LES AVENANTS AUX PROCES-VERBAUX DE MISE A DISPOSITION DES BIENS SUIVANTS :

- COMMUNE DE SURGERES : PARKING DE LA GARE, MAISON DE L'EMPLOI, ECOLE DE MUSIQUE ET CINEMA

- COMMUNE DE SAINT SATURNIN DU BOIS : SITE ARCHEOLOGIQUE DE LA VILLA GALLO-ROMAINE

-COMMUNE DE FORGES : MAISON DE LA PETITE ENFANCE.

Vu l'arrêté préfectoral n°13-1132-DRCTE-B2 du 30 mai 2013 portant fusion-extension des Communautés de Communes de Surgères et Plaine d'Aunis, créant la Communauté de Communes Aunis Sud et approuvant ses statuts,

Vu le Procès-Verbal de mise à disposition des locaux du Cinéma en date du 14 novembre 2003, portant visa du contrôle de légalité du 30 décembre 2003,

Vu le Procès-Verbal de mise à disposition du bâtiment de l'Ecole de Musique en date du 19 décembre 2006, portant visa du contrôle de légalité du 26 janvier 2006,

Vu le Procès-Verbal de mise à disposition du terrain d'emprise du parking de la gare en date du 13 décembre 2010, portant visa du contrôle de légalité du 15 décembre 2010,

Vu le Procès-Verbal de mise à disposition des locaux de la Maison de l'Emploi en date du 30 décembre 2003, portant visa du contrôle de légalité du 19 janvier 2004,

Vu le Procès-Verbal de mise à disposition des locaux de la Maison de la Petite Enfance signé du 20 décembre 2003, après délibération de la Communauté de Communes Plaine d'Aunis du 15 octobre 2003, portant visa du contrôle de légalité du 27 octobre 2003,

Vu l'avenant n° 1 au Procès-Verbal initial signé le 22 janvier 2007 après délibération de la Communauté de Communes Plaine d'Aunis du 20 décembre 2006 portant visa du contrôle de légalité du 9 janvier 2007,

Vu les statuts de la Communauté de Communes Aunis Sud,

Dans le cadre des différents transferts de compétences réalisés entre les communes et les anciennes Communautés de Communes de Surgères et de Plaine d'Aunis, en application des articles du Code Général des Collectivités Territoriales qui stipulent notamment que :

- Le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert,
- La mise à disposition est constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de la collectivité antérieurement compétente et la collectivité bénéficiaire,
- Le procès-verbal précise la consistance, la situation juridique, l'état des biens et l'évaluation de leur remise en état ;

des procès-verbaux et un avenant de mise à disposition de biens avaient été signés entre :

- la Commune de Surgères et la Communauté de Communes de Surgères pour :
 - Les locaux de la Maison de l'Emploi,
 - Les locaux du Cinéma,
 - Le bâtiment de l'Ecole de Musique (qui abrite également la crèche associative),
 - Le terrain d'emprise du parking de la gare ;
- la Communauté de Communes de Surgères et la Commune de St Saturnin du Bois pour le terrain du site archéologique de la Villa Gallo-romaine ;

- la Communauté de Communes Plaine d'Aunis et la Commune de Forges, pour les locaux de la Maison de la Petite Enfance.

Monsieur Jean GORIOUX, Président, indique que, de par les dissolutions des Communautés de Communes de Surgères et Plaine d'Aunis au 1^{er} janvier 2014 et la création à la même date de la Communauté de Communes Aunis Sud qui, pour les biens concernés par ces procès-verbaux, exerce les mêmes compétences que les deux Communautés précédentes, il convient de constater la substitution de la Communauté de Communes Aunis sud bénéficiaire de ces mises à disposition par la signature d'un avenant à chaque procès-verbal (projets envoyés aux membres du Conseil Communautaire à l'appui de la convocation à la présente réunion).

Ces explications entendues, **Monsieur le Président**, demande au Conseil Communautaire de se prononcer sur la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire,

A L'UNANIMITE

- Donne acte au rapporteur des explications ci-dessus détaillées,
- Approuve les projets d'avenants aux procès-verbaux de mise à disposition des terrains et des locaux tels qu'annexés à la présente délibération,
- Autorise le Président à signer lesdits avenants,
- Autorise le Président à prendre toutes dispositions pour ce qui concerne le suivi administratif, technique et financier de la présente délibération.

II.1 ELECTIONS PROFESSIONNELLES 2014 - FIXATION DU NOMBRE DE REPRESENTANTS DU PERSONNEL AU COMITE TECHNIQUE ET MAINTIEN DU PARITARISME.

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 32,33 et 33-1,

Vu le décret n°85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion institués par la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale,

Vu le décret n°85-565 du 30 mai 1985 relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics et notamment ses articles 1, 2, 4,8 et 26,

Considérant qu'il s'agit de la première élection professionnelle propre à l'Etablissement qui n'a donc pas à ce jour de Comité technique mais dépend de celui du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Charente-Maritime,

Considérant qu'une réunion avec les organisations syndicales placées auprès du Centre de gestion a été organisée le 2 septembre 2014 soit plus de 10 semaines avant la date du scrutin,

Considérant que l'effectif apprécié au 1^{er} janvier 2014 servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel est de 81 agents.

Considérant qu'il convient à la Collectivité de fixer le nombre de représentants titulaires du personnel au sein du Comité technique,

Madame Patricia FILIPPI, Vice-Présidente indique que le Comité Technique sera composé de deux collègues : l'un représentant les agents, l'autre l'employeur.

Au sein des deux collègues, les représentants titulaires sont en nombre égal à celui des représentants suppléants.

Jusqu'au précédent mandat, le Comité Technique était de droit un organe paritaire. Cette exigence a été supprimée par la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 sur la rénovation du dialogue social.

Le nombre des représentants de la collectivité territoriale peut donc être inférieur à celui des représentants du personnel.

Cependant, à chaque élection, l'Assemblée délibérante a la possibilité de maintenir le paritarisme entre les deux collèges.

Au regard de nos effectifs, le Comité technique pourra compter entre 3 et 5 représentants du personnel et, si la collectivité le souhaite, autant pour l'EPCI.

Après discussion avec les organisations syndicales présentes lors de la réunion et considérant qu'il s'agit d'un premier mandat au sein de notre Communauté de Communes, **Madame Patricia FILIPPI** propose de fixer ce nombre de places à 3, pour le collège employeur comme pour le collège agents.

La durée du mandat est de 4 ans.

Les représentants de la Collectivité (collège employeur) seront désignés par le Président de la Communauté de Communes, parmi les membres de l'organe délibérant ou parmi les agents de la collectivité.

Ces explications entendues, **Monsieur le Président**, demande au Conseil Communautaire de se prononcer sur la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire :

A L'UNANIMITE,

- Donne acte au rapporteur des explications ci-dessus détaillées,
- Fixe le nombre de représentants titulaires du personnel au sein du Comité technique à 3 (et en nombre égal le nombre de représentants suppléants),
- Décide du maintien du paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de l'établissement égal à celui des représentants du personnel titulaires à savoir : 3 et en nombre égal le nombre de représentants suppléants,
- Décide le recueil, par le Comité technique, de l'avis des représentants de la collectivité,
- Autorise Monsieur le Président à prendre toutes dispositions pour ce qui concerne le suivi administratif, technique et financier de la présente délibération.

II.2 ELECTIONS PROFESSIONNELLES 2014 - FIXATION DU NOMBRE DE REPRESENTANTS DU PERSONNEL AU COMITE HYGIENE, SECURITE ET CONDITIONS DE TRAVAIL (CHSCT) ET MAINTIEN DU PARITARISME.

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 32,33 et 33-1,

Vu le décret n°85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion institués par la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale,

Vu le décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif au Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail,

Considérant qu'il s'agit de la première élection professionnelle propre à l'Etablissement qui n'a donc pas à ce jour de Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail mais dépend de celui du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Charente Maritime,

Considérant qu'une réunion avec les organisations syndicales placées auprès du Centre de gestion a été organisée le 2 septembre 2014 soit plus de 10 semaines avant la date du scrutin,

Considérant que l'effectif apprécié au 1^{er} janvier 2014 servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel est de 81 agents.

Considérant qu'il convient à la Collectivité de fixer le nombre de représentants titulaires du personnel au sein du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail,

Madame Patricia FILIPPI, Vice-Présidente indique que le Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail sera composé de deux collègues : l'un représentant les agents, l'autre l'employeur.

Les représentants titulaires sont en nombre égal à celui des représentants suppléants.

Jusqu'au précédent mandat, le Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail était de droit un organe paritaire. Cette exigence a été supprimée par la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 sur la rénovation du dialogue social.

Le nombre des représentants de la collectivité territoriale peut donc être inférieur à celui des représentants du personnel.

Cependant, à chaque élection, l'Assemblée délibérante a la possibilité de maintenir le paritarisme entre les deux collègues.

Au regard de nos effectifs, le **Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail** pourra compter entre 3 et 5 représentants du personnel et, si la collectivité le souhaite autant pour l'EPCI.

Madame Patricia FILIPPI souligne que les représentants du personnel au CHSCT ne sont pas élus mais seront désignés par les organisations syndicales au regard des résultats des élections au Comité technique. Ils sont librement choisis au sein des électeurs éligibles. Ils devront être désignés, au plus tard un mois après les élections soit au 4 janvier 2015.

Après discussion avec les organisations syndicales présentes lors de la réunion et considérant qu'il s'agit d'un premier mandat au sein de notre Communauté de communes, **Madame Patricia FILIPPI** propose de fixer ce nombre de places, comme pour le Comité technique **à 3** pour le collège employeur comme pour le collège agents.

La durée du mandat est de 4 ans.

Les représentants de la Collectivité (collège employeur) seront désignés par le Président de la Communauté de Communes, parmi les membres de l'organe délibérant ou parmi les agents de la collectivité.

Ces explications entendues, **Monsieur le Président**, demande au Conseil Communautaire de se prononcer sur la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire :

A L'UNANIMITE,

- Fixe le nombre de représentants titulaires du personnel au sein du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, à 3 (et en nombre égal le nombre de représentants suppléants),

- Décide du maintien du paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de l'établissement égal à celui des représentants du personnel titulaires, soit 3(et en nombre égal le nombre de représentants suppléants),
- Décide le recueil, par le Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, de l'avis des représentants de la collectivité,
- Autorise Monsieur le Président à prendre toutes dispositions pour ce qui concerne le suivi administratif, technique et financier de la présente délibération.

II.3 SERVICE COMMUN URBANISME – SIGNATURE DE LA CONVENTION DE TRANSFERT D'AGENTS AVEC LES COMMUNES D'AIGREFEUILLE D'AUNIS ET DE SURGERES.

Vu l'article L 5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriale (CGCT) tel qu'issu de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 art 67 (loi dite MAPTAM) permettant, en dehors des compétences transférées, à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres de se doter de services communs pour assurer notamment des missions fonctionnelles.

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° 2014-07-09 du 15 juillet 2014 actant le principe de la création d'un service commun Urbanisme au 01/11/2014.

Considérant que les services de l'Etat mettront fin à l'instruction des documents d'urbanisme en juillet 2015,

Dans un souci de bonne organisation et de rationalisation des services et dans le cadre de la nécessaire mise en place d'un processus d'intégration communautaire et de mutualisation des services,

Monsieur Raymond DESILLE, Vice-Président, rappelle que la loi MAPTAM a prévu que les fonctionnaires et agents non titulaires qui remplissent en totalité leurs fonctions dans un service ou une partie de service mis en commun sont transférés de plein droit après avis de la C.A.P.

Aussi, un **projet de convention** déterminant le nombre de fonctionnaires transférés par les communes d'Aigrefeuille d'Aunis et de Surgères, avec en annexe une fiche d'impact décrivant les effets de l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents, a été proposé aux communes.

3 agents communaux, fonctionnaires territoriaux titulaires sont concernés :

- Pour la Commune d'Aigrefeuille d'Aunis, il s'agit d'un adjoint administratif 2^{ème} classe 11^{ème} échelon. Il rejoindra le service dès sa création au 1^{er} novembre 2014.
- Pour la Commune de Surgères, deux agents adjoints administratifs 1^{ère} classe 5^{ème} et 6^{ème} échelon seront transférés. Le premier dès le 1^{er} novembre et le deuxième, au plus tard, au 1^{er} juillet 2015 afin de permettre à la commune de réorganiser ses services.

Les rémunérations de ces trois agents seront maintenues à l'identique, y compris la prime de fin d'année, dans le cadre de la réglementation sur le transfert des agents avec le maintien des avantages acquis.

Ils seront placés sous la direction du responsable du Pôle Planification, Urbanisme, Mobilité, Habitat à la CdC Aunis Sud, future responsable du service – Ingénieur principal.

A leur transfert, ils bénéficieront de l'ensemble des prestations sociales qu'offre la CdC Aunis Sud.

Monsieur Raymond DESILLE rappelle que les avis du CTP du Centre de Gestion dont dépend la Commune d'Aigrefeuille d'Aunis et du CTP propre à la Commune de Surgères, ainsi que de la C.A.P. ont été demandés.

Les conseils municipaux de ces deux communes devront également approuver cette convention.

Monsieur Raymond DESILLE fait lecture de la convention qui a été jointe à la convocation.

Ces explications entendues, **Monsieur le Président**, demande au Conseil Communautaire de se prononcer sur la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire,

A L'UNANIMITE

- Donne acte au rapporteur des explications ci-dessus détaillées,
- Approuve le projet de convention de transfert d'agents des Communes d'Aigrefeuille d'Aunis et de Surgères telle qu'annexée à la présente délibération,
- Autorise le Président à signer ladite convention,
- Autorise le Président à procéder à toutes les démarches nécessaires au transfert de ces agents.

Monsieur Raymond DESILLE informe l'Assemblée que suite au dernier conseil communautaire, un nouveau questionnaire sur les besoins en matière d'instruction a été adressé à toutes les communes. Les questionnaires ont presque tous été retournés, les résultats seront communiqués prochainement. La majorité des communes s'est prononcée pour le traitement de l'ensemble des dossiers d'instruction. Le service urbanisme se rapprochera des communes rapidement pour la résiliation des conventions conclues depuis 2007 avec la D.D.T.M. qui datent de 2007.

Un planning d'intégration des communes sur un déploiement de janvier à juillet est en cours d'élaboration :

- en janvier 2015 : Surgères et Aigrefeuille.
- en janvier, février et mars : les Communes qui dépendent, au niveau de l'instruction, de La Rochelle.

Sur la période de novembre à décembre, les instructeurs se rendront dans les Communes pour le déploiement. Il y aura 3 ou 4 sessions pour la mise en place d'une formation pour le logiciel avec le Syndicat Informatique.

II.4 MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS.

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 5211-4-1 et L. 5211-41-3,

Vu les besoins du futur service commun Urbanisme au 1^{er} novembre 2014 et pour 2015,

Vu le volume d'heures complémentaires effectuées par les agents du service en charge de la propreté des locaux depuis l'ouverture de la Pépinière d'Entreprises et du CIAS,

Vu la proposition de création d'un Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi (CAE) pour le renfort de l'équipe technique au complexe sportif,

Vu l'avis favorable des membres du bureau réunis le 16 septembre 2014,

Madame Patricia FILIPPI, Vice-Présidente, propose de modifier le tableau des effectifs comme suit :

Filière administrative

- Création au 1^{er} novembre 2014 de 2 postes d'adjoints administratifs 1^{ère} classe et 1 poste d'adjoint administratif 2^{ème} classe à temps complet,

Filière technique

- Suppression après avis du Comité Technique de 3 postes d'adjoints techniques de 2^{ème} classe à 15/35^{ème}, 10/35^{ème} et 9/35^{ème} suivie de la création au 1^{er} novembre 2014 de 3 postes d'adjoints techniques de 2^{ème} classe de 24/35^{ème}, 17.5/35^{ème} et 13.5/35^{ème},
- Création d'un CAE d'adjoint technique 35/35^{ème} au 1^{er} octobre 2014 (emploi subventionné par Pôle Emploi à hauteur de 90% sur les 22 premières heures de travail).

Monsieur Jean GORIOUX précise que ces modifications d'horaires correspondent à une régularisation des heures complémentaires effectuées régulièrement.

Ces explications entendues, **Monsieur le Président**, demande au Conseil Communautaire de se prononcer sur la présente délibération.

A L'UNANIMITE,

- donne acte au rapporteur des explications ci-dessus détaillées,
- approuve les modifications des emplois permanents comme suit :
 - au 1^{er} novembre 2014 :
 - ✓ deux postes d'adjoints administratifs de 1^{ère} classe à temps complet,
 - ✓ 1 poste d'adjoint administratif de 2^{ème} classe à temps complet,
 - ✓ 3 postes d'adjoints techniques de 2^{ème} classe à 24/35^{ème}, 17.5/35^{ème} et 13.5/35^{ème},
 - prend acte de la suppression du tableau des effectifs en emplois permanents des 3 postes d'adjoints techniques de 2^{ème} classe à 15/35^{ème}, 10/35^{ème} et 9/35^{ème} et ce, après avis du comité technique,
- approuve les modifications des emplois non permanents comme suit :
 - Au 1^{er} octobre 2014 : un emploi d'adjoint technique en Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi, à temps complet dont la rémunération sera basée sur la grille des adjoints techniques de 2^{ème} classe assortie éventuellement du régime indemnitaire prévu pour ladite filière,
 - autorise le Président à signer le Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi avec le candidat et à procéder à toutes les démarches nécessaires au recrutement et à la nomination du candidat;
- approuve le tableau des effectifs ci-annexé,
- dit que les dépenses de personnel seront couvertes par les crédits inscrits au chapitre 012 du budget primitif 2014,
- autorise Monsieur le Président à prendre toutes dispositions pour ce qui concerne le suivi administratif, technique et financier de la présente délibération.

II.5 MISE A DISPOSITION DU PROFESSEUR EN CHARGE DE LA FANFARE URBAINE, DANS LE CADRE DU TEMPS D'ACTIVITES PERISCOLAIRES (TAP) – INFORMATION.

Madame Patricia FILIPPI, Vice-Présidente, informe l'Assemblée que dans le cadre de la mise en place des nouveaux rythmes scolaires (TAP), il a été décidé que le Conservatoire de Musique de la Communauté de Communes interviendrait, **à titre expérimental**, auprès de la Ville de Surgères (dans la limite de ses possibilités liées à l'organisation du Service, des possibilités de cumul d'activité de ses enseignants, ainsi que de leur disponibilité).

L'offre pédagogique «Fanfare Urbaine» portée par la Communauté de Communes Aunis Sud et son Conservatoire de Musique sera ainsi proposée dans le cadre du Temps d'Activités Périscolaires pour la rentrée 2014/2015 sur la ville de Surgères.

Cette activité sera animée par le professeur de trompette titulaire, chaque mardi de 15h55 à 16h55 à l'Ecole Jules Ferry de Surgères.

Ce temps de travail lui sera rémunéré dans le cadre de "vacation" d'une durée de 1h15 pour tenir compte de la mise en place de l'activité.

Pour la mise en œuvre de cette activité, il sera établi une convention de mise à disposition du personnel, qui prévoit notamment les conditions de remboursement de cette prestation.

Pour information, un autre professeur du Conservatoire interviendra également dans le cadre du dispositif TAP de la Ville de Surgères, en discipline percussions. Ce sera les mardis à Jules Ferry en percussions corporelles et les jeudis à l'école Jean Jaurès, dans la salle de percussions Jean Poupel pour travailler sur les instruments de percussions.

En raison de son statut d'agent contractuel et non fonctionnaire, le professeur sera employé directement par la Ville de Surgères, à titre personnel avec autorisation de cumul d'activité.

Les activités ont débuté dès le mardi 2 septembre.

Nota : Le Conservatoire propose dès la rentrée 2014/2015 ces deux mêmes ateliers, au sein de son établissement, pour permettre aux élèves de poursuivre ce travail de découverte, tout au long de l'année, une tarification spécifique a été votée. Cette démarche devrait permettre à terme de sensibiliser de nouveaux publics.

III.1 BUDGET ANNEXE PEPINIERE AGROALIMENTAIRE – DECISION MODIFICATIVE N° 2.

Vu le Code général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L1612-1 à L1612-20 et L2311-1 à L2343-2 relatifs à l'adoption et l'exécution des budgets ainsi qu'aux finances communales,

Vu l'instruction M14 modifiée précisant les règles de comptabilité publique et de présentation du budget et ses modifications à compter du 1^{er} janvier 2007,

Vu la délibération n°2014-02-01 du 18 février 2014 indiquant que le Conseil Communautaire a pris acte du Débat d'Orientations Budgétaires de la Communauté de Communes,

Vu la délibération n°2014-03-07 du 18 mars 2014 approuvant le Budget Primitif 2014 du budget annexe Pépinière Agroalimentaire de la Communauté de Communes Aunis Sud,

Vu la délibération n°2014-05-10 du 15 mai 2014 approuvant la décision modificative n°1 au Budget Primitif 2014 du budget annexe Pépinière Agroalimentaire de la Communauté de Communes Aunis Sud,

Monsieur Jean GORIOUX, Président, expose à l'Assemblée la décision modificative suivante au budget annexe Pépinière Agroalimentaire.

En effet, il est nécessaire de prévoir les crédits suivants :

- 011 Charges à caractère général : hausse de 13 130€ afin principalement de compléter les crédits prévus afin de payer les factures d'électricité de la pépinière, et les crédits prévus pour la réalisation d'actions de communication (10 120€)

- 67 Charges exceptionnelles :

o 673 Annulations de titres sur exercices antérieurs : 2 190€ passés afin de régulariser une écriture de pénalités sur marchés appliquée à l'entreprise Gonfreville Dumet Vaulet.

Afin d'équilibrer le budget annexe Pépinière Agroalimentaire, il est nécessaire d'augmenter la subvention d'équilibre versée par le Budget Principal à hauteur de 15 320€.

Ces explications entendues, **Monsieur le Président** demande au Conseil Communautaire de se prononcer sur la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire :

A L'UNANIMITE

- donne acte au rapporteur des explications ci-dessus détaillées,
- approuve les modifications du budget ci-dessous détaillées,

Chapitre	Section de fonctionnement	Montants	
	Libellé		
	Dépenses	diminué	augmenté
011	Charges à caractère Général		13 130,00
67	Charges exceptionnelles		2 190,00
	TOTAL	0,00	15 320,00
	Recettes	augmenté	diminué
75	Autres produits de gestion courante	15 320,00	
	TOTAL	15 320,00	0,00
	Equilibre section de fonctionnement	15 320,00	15 320,00

- autorise Monsieur le Président à prendre toutes dispositions, pour ce qui concerne le suivi administratif, technique et financier de la présente délibération.

III.2 BUDGET PRINCIPAL – DECISION MODIFICATIVE N° 3.

Vu le Code général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L1612-1 à L1612-20 et L2311-1 à L2343-2 relatifs à l'adoption et l'exécution des budgets ainsi qu'aux finances communales,

Vu l'instruction M14 modifiée précisant les règles de comptabilité publique et de présentation du budget et ses modifications à compter du 1^{er} janvier 2007,

Vu la délibération n°2014-02-01 du 18 février 2014 indiquant que le Conseil Communautaire a pris acte du Débat d'Orientations Budgétaires de la Communauté de Communes,

Vu la délibération n°2014-03-07 du 18 mars 2014 approuvant le Budget Primitif 2014 du Budget Principal de la Communauté de Communes Aunis Sud,

Vu la délibération n°2014-05-09 du 15 mai 2014 approuvant la décision modificative n°1 au Budget Primitif 2014 du Budget Principal de la Communauté de Communes Aunis Sud,

Vu la délibération n°2014-06-06 du 17 juin 2014 approuvant la décision modificative n°2 au Budget Primitif 2014 du Budget Principal de la Communauté de Communes Aunis Sud,

Monsieur Jean GORIOUX, Président, expose à l'assemblée la décision modificative suivante au budget principal 2014:

Recettes de fonctionnement :

Suite à la réception de la fiche détaillée de la dotation globale de fonctionnement 2014, les recettes suivantes sont ajustées :

- Chapitre 73 Impôts et taxes : l'inscription prévue pour la TASCOM est diminuée de 49 148€
- Chapitre 74 Dotations et participations : l'inscription prévue pour la dotation d'intercommunalité est diminuée de 18 795€, celle prévue pour la dotation de compensation est quant à elle augmentée de 72 957€

Dépenses de fonctionnement :

- Chapitre 65 Autres charges de gestion courante : Suite à la décision modificative n°2 du budget annexe Pépinière Agroalimentaire, il est nécessaire d'augmenter la subvention versée à ce budget annexe
- Chapitre 66 Charges financières : suite à la reprise d'un emprunt porté anciennement par la Communauté de Communes Val de Trézence et ayant financé des circuits de randonnées sur la commune de Genouillé, des crédits doivent être inscrits afin d'assurer le paiement des charges financières correspondantes
- Chapitre 022 Dépenses imprévues : Ce chapitre est diminué de 10 721€ afin d'équilibrer l'ensemble de la décision modificative
- Chapitre 023 Virement à la section d'investissement : afin de financer la variation des crédits de la section d'investissement, le chapitre est augmenté de 75€

Recettes d'investissement :

- Chapitre 021 Virement de la section de fonctionnement : 75€ viennent donc abonder cette ligne afin d'équilibrer la section d'investissement

Dépenses d'investissement :

- Chapitre 16 Emprunts : la variation du chapitre tient compte de la prise en compte de l'emprunt issu de la CDC Val de Trézence.
- Opération 110 Cinéma « Le Palace » : Une inscription budgétaire de 12 000€ pour la mise aux normes de l'ascenseur par rapport aux règles d'accessibilité. Cette somme a été ramenée à 5 500€ lors de la décision modificative n°2 suite à réception des devis. Préalablement au début des travaux, il apparaît nécessaire de compléter les prestations proposées par l'entreprise retenue, avec l'installation d'un kit GSM nécessaire à l'installation de la télésurveillance dans la cabine de l'ascenseur. Le montant supplémentaire à inscrire est 1 100€.
- Opération 209 Complexe sportif d'Aigrefeuille : Suite à la réalisation des nouveaux vestiaires de rugby à Aigrefeuille d'Aunis, la mise en service de cet équipement a eu lieu au début de l'été 2014. La conception même de cette nouvelle structure et les difficultés d'entretien y afférentes nécessitent l'emploi d'un matériel adapté. Il convient de compléter les équipements actuels par l'acquisition d'une autolaveuse. Le montant supplémentaire à inscrire est de 5 000€.
- Opération 208 Piscine de Vandré : Les travaux réalisés préalablement à l'ouverture de la piscine de Vandré ont permis de faire une économie de 500€ sur l'installation d'un abri bois à usage d'infirmerie et une économie de 3 500€ sur l'installation d'un système d'arrêt d'urgence des pompes d'aspiration. Le chapitre est donc diminué de 4 000€.

- Opération 523 Espace à vocation sociale : L'acquisition d'un climatiseur mobile pour les besoins de l'épicerie solidaire a été réalisé pour la somme de 1 000€, contre une inscription budgétaire de 4 000€. Le chapitre peut donc être diminué de 3 000€.

Ces explications entendues, **Monsieur le Président** demande au Conseil Communautaire de se prononcer sur la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire :

A L'UNANIMITE :

- donne acte au rapporteur des explications ci-dessus détaillées,
- approuve les modifications du budget ci-dessous détaillées,

Chapitre	Section de fonctionnement	Montants	
	Libellé		
	Dépenses	diminué	augmenté
65	Autres produits de gestion courante		15 320,00
66	Charges financières		340,00
022	Dépenses imprévues	10 721,00	
023	Virement à la section d'investissement		75,00
	TOTAL	10 721,00	15 735,00
	Recettes	augmenté	diminué
74	Dotations et participations	54 162,00	
73	Impôts et taxes		49 148,00
	TOTAL	54 162,00	49 148,00
	Equilibre section de fonctionnement	64 883,00	64 883,00

Chap./Opération	Section d'investissement	Montants	
	Libellé		
	Dépenses	diminué	augmenté
110	Cinéma Le Palace		1 100,00
209	Complexe Sportif Aigrefeuille		5 000,00
208	Piscine de Vandré	4 000,00	
23	Espace à vocation sociale	3 000,00	
16	Emprunts		975,00
	TOTAL	7 000,00	7 075,00
	Recettes	augmenté	diminué
021	Virement de la section de fonctionnement	75,00	
	TOTAL	75,00	0,00

Equilibre section d'investissement	7 075,00	7 075,00
------------------------------------	----------	----------

- autorise Monsieur le Président à prendre toutes dispositions, pour ce qui concerne le suivi administratif, technique et financier de la présente délibération.

IV.1 DOSSIER D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET (AMI) REVITALISATION DE CENTRE BOURG.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2121-1 et suivants, L 2313-1 et suivants, L 5211- 1 et suivants,

Vu le courrier de la Préfecture de Région du 26 juin 2014 présentant la démarche expérimentale nationale en faveur de la revitalisation des centres-bourgs et indiquant que dans ce cadre la Ville de Surgères a été identifiée pour pouvoir répondre conjointement avec la Communauté de Communes Aunis Sud à l'appel à manifestation d'intérêt,

Considérant qu'il convient au Conseil Communautaire d'approuver le dossier de candidature ainsi que le principe et la nature de son soutien et de sa contribution au projet de revitalisation du centre bourg,

Vu le projet de candidature présenté et débattu en Bureau le 2 septembre 2014,

Monsieur Raymond DESILLE, Vice-Président, indique que le Gouvernement avec le Commissariat Général à l'Egalité des Territoires (CGET) a décidé de lancer une expérimentation nationale en faveur de la revitalisation de centres bourgs. 300 communes de moins de 10 000 habitants ont été identifiées car elles cumulent des problèmes d'ordre démographique et d'urbanisme, des déficits d'équipements et de services. Elles avaient jusqu'au 12 septembre 2014 pour déposer un dossier et peut-être bénéficier d'une aide financière publique spécifique à ce type de territoire. Suite à cette présélection, cinquante seront connues en novembre prochain et bénéficieront de ce dispositif pilote. Ce programme d'aide est doté d'une enveloppe de 230 millions d'euros. L'objectif est le suivant : revitaliser le centre bourg de ces communes. Un contrat de bourg sera alors élaboré entre les lauréats et l'Etat.

Ainsi la Ville de Surgères a été identifiée à la fois pour son rôle avéré de centralité de proximité et en raison des difficultés qu'elle connaît sur le plan démographique (vieillesse de la population), sur le plan économique (perte d'activités et d'emplois) et en matière de logement (parc inadéquat, à requalifier).

L'inscription à cette démarche en déposant le dossier devait avoir lieu au plus tard le 12/09/2014 auprès de la préfecture de Région Poitou-Charentes.

Le dossier de candidature doit être **porté conjointement** avec la Communauté de Communes Aunis Sud pour être éligible.

Ce dossier doit mettre en avant un diagnostic des forces et faiblesses du territoire et une stratégie de développement (revitalisation économique, logement, qualité de vie, urbanisme durable) en précisant les besoins en ingénierie et en financements pour les investissements.

Il s'agit de présenter un programme d'actions global et cohérent en matière de revitalisation de centre bourg. Compte tenu de l'urgence de ce dossier et de son opportunité, le dossier a été élaboré cet été et déposé après en Sous-Préfecture après présentation au Bureau.

En effet, notre territoire présente de multiples enjeux qui s'orientent notamment sur le développement économique, la cohésion sociale, les énergies renouvelables, l'accès de tous aux services et au logement, les transports.

Pour répondre à ces enjeux, rendre plus cohérentes les actions existantes, la Ville de Surgères et la Communauté de Communes Aunis Sud ont décidé de répondre conjointement à l'Appel à Manifestation d'Intérêt « centre-bourgs » en proposant un projet global de revitalisation du centre-bourg de Surgères qui englobe les actions suivantes :

- **Rénovation du quartier de la gare** par l'aménagement du pôle gare (les abords et création d'un pôle d'échanges multimodal) et la requalification du site POYAUD (friche industrielle)
- **Transformation de la friche Sergent PROLAC** en logements à vocation sociale pour le maintien en centre-ville des familles, des personnes âgées et à mobilité réduite.
- **Réfection du secteur du parking du château et des rues avoisinantes**, afin de faciliter l'accès au centre-ville, à ses commerces et ses services en favorisant les liaisons douces. Une attention particulière sera portée sur le traitement paysager de ce quartier touristique et sur ses interactions avec le pôle gare.
- **Aménagement de la zone de la perche**. Ce projet a pour objectif de désenclaver le quartier ouest de la ville en proposant la réalisation d'une ZAC (commerce et logements notamment étudiants) reliant à la fois le quartier de la gare et le centre-ville.

Ce programme sera réalisé dans une démarche de concertation et de participation de la population et des acteurs du territoire.

Pour ce faire, la Ville de Surgères et la Communauté de Communes se sont rapprochées de la Préfecture de Département et ont été reçues par la Sous-Préfecture pour organiser et élaborer au mieux le dossier présenté ci-après succinctement :



Ma Communauté
de Communes

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

CENTRES-BOURGS

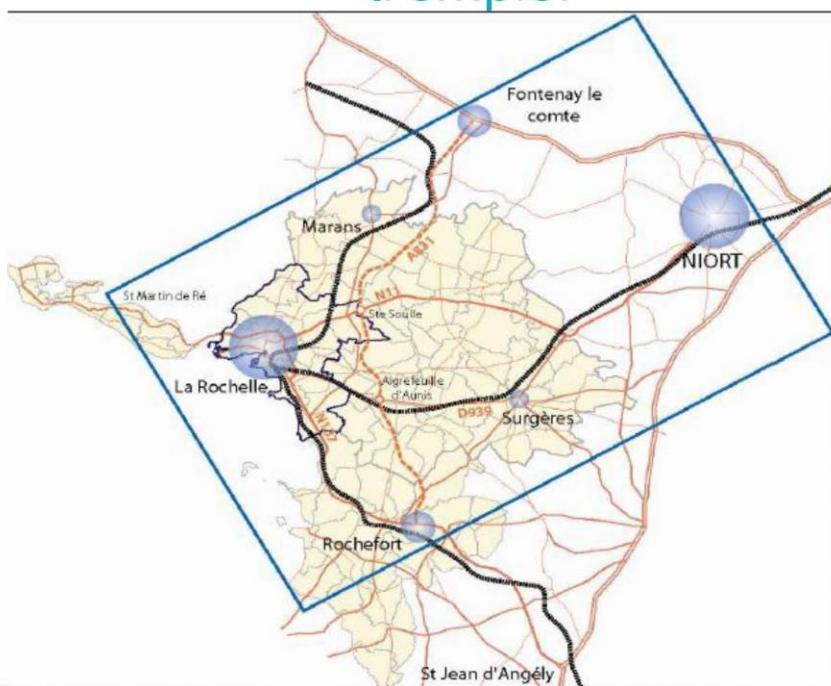
CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DU 23 SEPTEMBRE 2014

Un territoire identifié



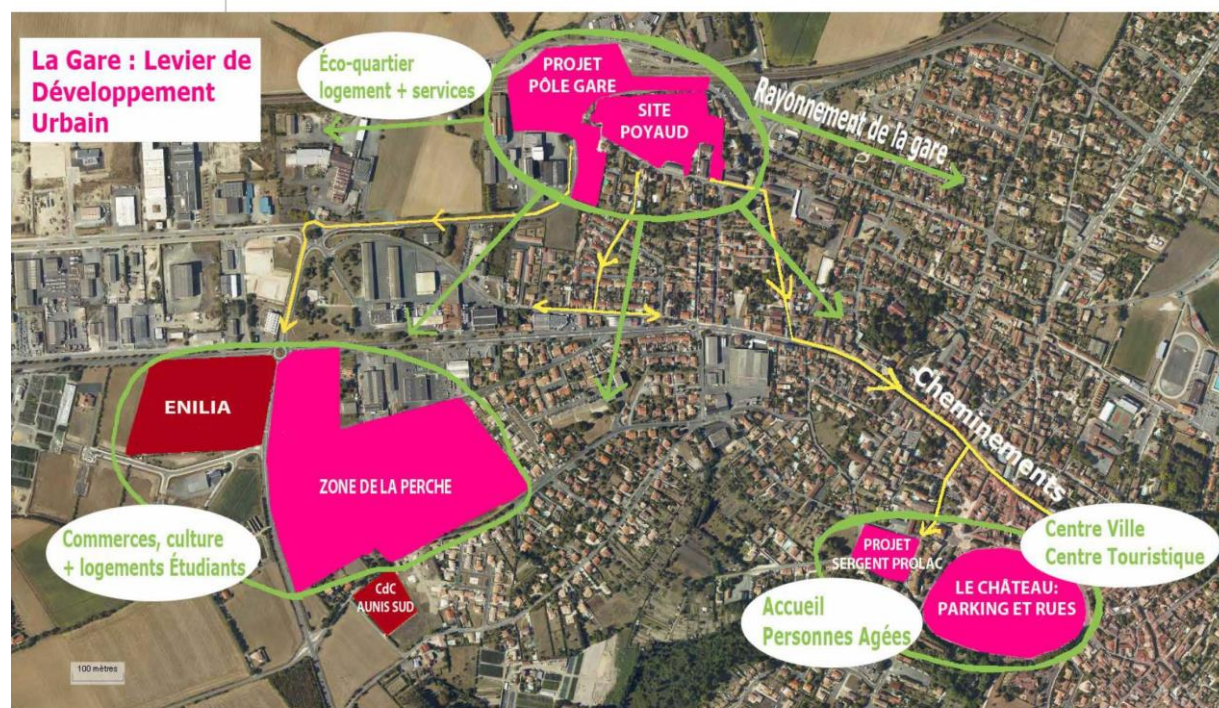
2

Qui s'intègre dans un bassin de vie et d'emploi



3

La gare de SURGÈRES : Levier de développement urbain



Entre Ville et Campagne



Monsieur Jean GORIOUX explique que c'est un appel à projet type dans lequel les projets de la Communauté de Communes et ceux de la ville sont insérés. Chacun assurant sa partie financière. Il n'y a que la partie ingénierie qui sera prise en charge et mutualisée au niveau de l'ensemble des opérations.

Madame Catherine DESPREZ informe que ce sont des projets déjà envisagés à la Ville de Surgères: le site Poyaud, le centre-ville, le parking...

Monsieur Jean GORIOUX ajoute que c'est également le cas pour les dossiers de la Communauté de Communes : la rénovation du quartier de la Gare, l'aménagement de la zone de la Perche dans le quartier Ouest de la Ville (réalisation d'une ZAC comprenant des commerces et logements étudiants notamment) font partie des dossiers structurants.

Madame Annabelle GAUDIN précise qu'un certain nombre de projets a été présenté. Elle rappelle qu'il faut dans un premier temps que le dossier d'Appel à Manifestation d'Intérêt soit présélectionné. Parmi les dossiers retenus, l'Etat pourra retenir partiellement ou totalement les projets. Elle associe à la réalisation de ce dossier, Mademoiselle Christelle LAFAYE, Monsieur Cédric BOIZEAU et Madame Céline RICHET DE FORGES.

Monsieur Jean GORIOUX fait remarquer que les délais étaient courts pour déposer un tel dossier qui demande une préparation importante avec la compilation d'éléments.

Ces explications entendues, **Monsieur le Président**, demande au Conseil Communautaire de se prononcer sur la présente délibération.

Après en avoir délibéré le Conseil communautaire,

A L'UNANIMITE :

- Donne acte au rapporteur des explications ci-dessus détaillées,
- Approuve la candidature, soutient et contribue au projet de revitalisation du centre bourg de SURGÈRES,
- Autorise la Communauté de Communes à participer à la coordination technique nationale des villes retenues au titre de l'AMI,
- Autorise le Président ou un des Vice-Présidents à signer toute pièce relative à ce dossier et à prendre toutes dispositions pour ce qui concerne le suivi administratif, technique et financier de la délibération.

IV.2 POLE GARE DE SURGERES – PRESENTATION ET CHOIX D'UN SCENARIO DE REAMENAGEMENT.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code des Marchés publics issu du décret du 1^{er} Août 2006 modifié ;

Vu la délibération n°2012-11-15 en date du 20 novembre 2012, autorisant le Président à signer une convention de groupement de commandes pour la passation et l'exécution d'un marché de maîtrise d'œuvre unique pour la réalisation des études de l'aménagement du Pôle Gare de Surgères,

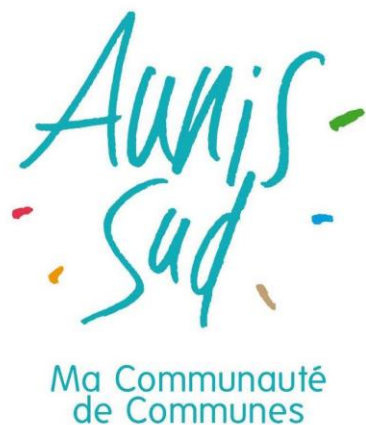
Vu l'appel à candidature effectué le 13 mars 2013, sous la forme d'une procédure adaptée restreinte conformément à l'article 28-1 du code des marchés publics,

Vu la décision du Président n° 2013-79 autorisant la signature du marché,

Vu le procès-verbal du 05/08/2014 attestant de la réception des éléments de mission suivants : phase 01-études préalables,

Considérant que chaque membre du groupement de commande doit se positionner pour le choix d'un scénario d'aménagement,

Monsieur Raymond DESILLE, Vice-Président, rappelle qu'un projet d'aménagement du Pôle de Gare de Surgères est engagé depuis le début de l'année. La phase 1 « Etudes préliminaires » est achevée. Deux scénarii de réaménagement sont proposés pour pouvoir avancer sur la phase d'avant-projet. A ce titre, une présentation du projet et des deux hypothèses de travail est exposée aux membres du Conseil Communautaire.



Aménagement du pôle gare de Surgères *Choix d'un scénario*



Conseil Communautaire du 23 septembre 2014

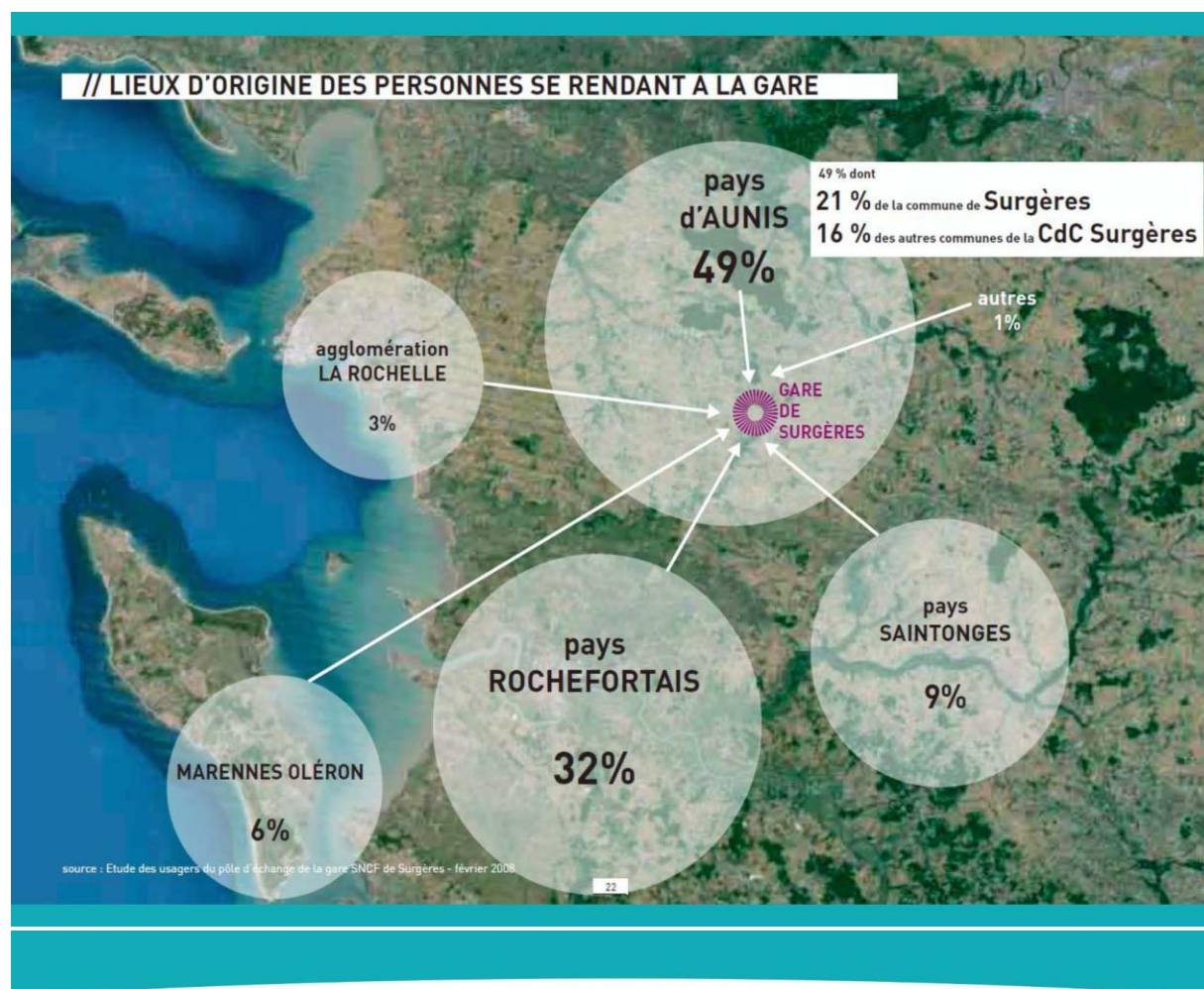
AMÉNAGEMENT DU PÔLE GARE DE SURGÈRES



CONTEXTE

- 1^{ère} étude réalisée par la Ville de Surgères en 2008 a abouti à la réalisation de 2 esquisses chiffrées
- Compte-tenu de la portée supra-communale du projet, la compétence de l'aménagement du Pôle Gare de Surgères a été intégrée aux statuts de la Communauté de Communes en 2009
- Une urgence: situation problématique en matière de stationnement, de sécurité et d'accessibilité à la gare
- 300 000 passagers par an





DEUX COMITÉS

- Le **COMITE DE PILOTAGE** est composé d'élus de la CDC Aunis sud et de partenaires (Conseil Général, Conseil Régional, SNCF-RFF, la commune de Surgères, le Pays d'Aunis, la DDTM, la gendarmerie, Kéolis).

Il sera réuni à chaque phase de validation de la mission de maîtrise d'œuvre.

- Le **COMITE TECHNIQUE** est composé d'agents des collectivités et des mêmes partenaires.

Il sera réuni plus fréquemment, pour orienter le travail du maître d'œuvre.

UN GROUPEMENT DE COMMANDE

- La CdC et le CG 17 et la SNCF sont associés via un groupement de commandes pour la **passation et l'exécution d'un marché de maîtrise d'œuvre unique** pour la réalisation des études de l'aménagement des espaces publics du Pôle Gare de Surgères.
- La constitution de ce groupement de commandes a fait l'objet de la signature d'une convention fixant d'une part, le contenu des missions à confier au maître d'œuvre par chacun des maîtres d'ouvrage, et d'autre part, le montant prévisionnel des dépenses réparti selon chacun des maîtres d'ouvrage:
 - Conseil Général: 750 000 € HT
 - SNCF: 300 000 € HT
 - CdC Aunis Sud: 1 220 000 € HT
- La CdC Aunis Sud est le coordonnateur et le mandataire de ce groupement.



Une commande

- Cet aménagement devra organiser l'intermodalité en développant et réorganisant l'offre de stationnement tout en répondant à des objectifs de sécurité et d'accessibilité.



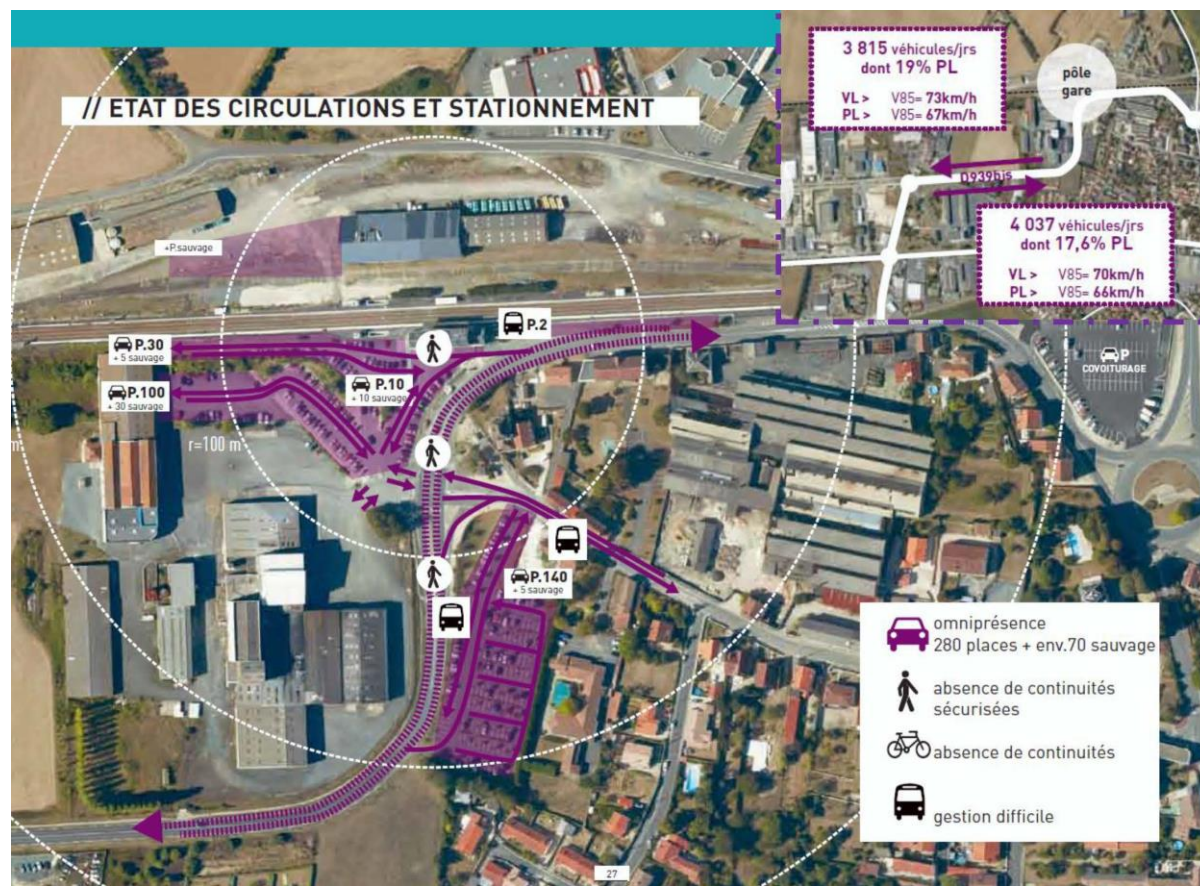
ETAT D'AVANCEMENT

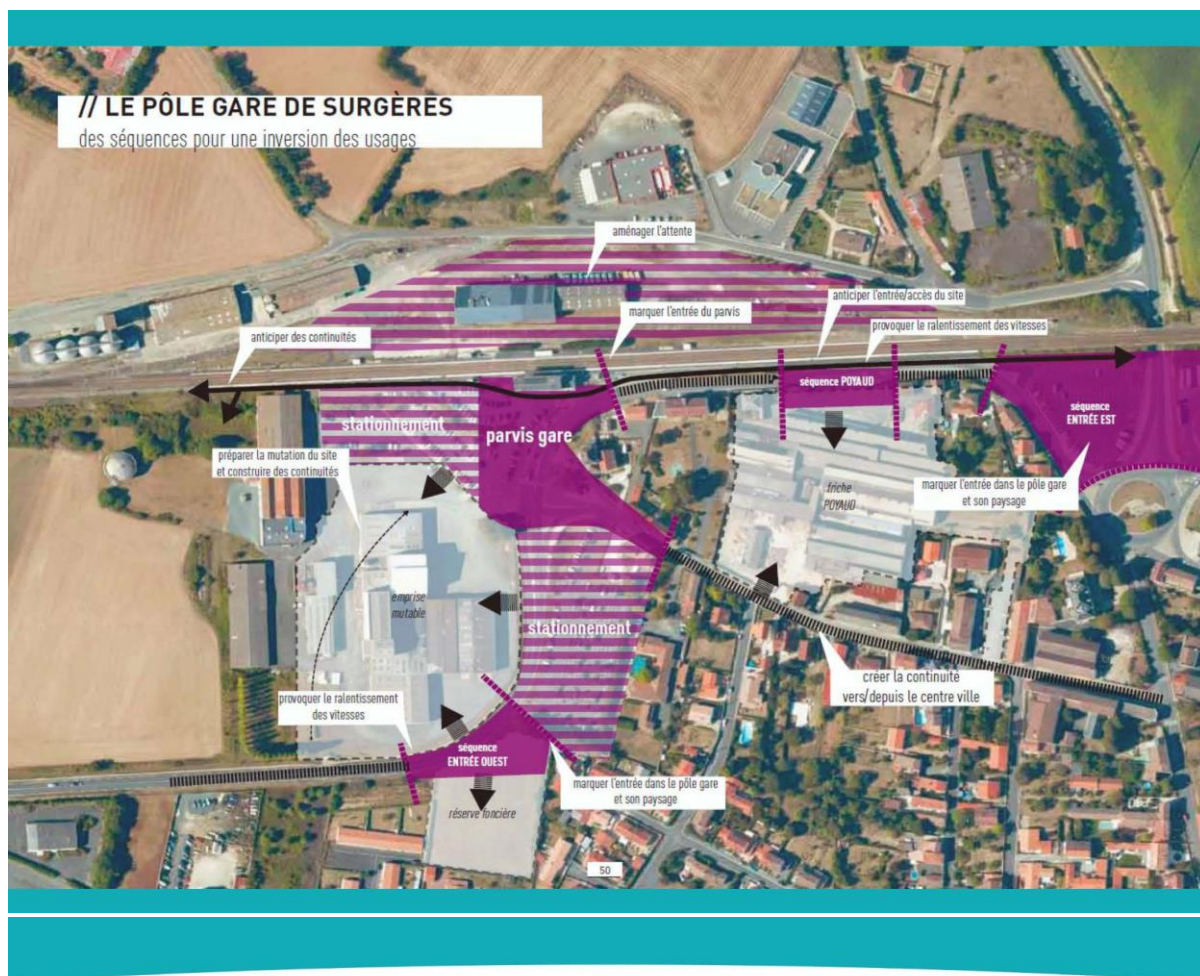
Phase 1: études préliminaires



Le diagnostic en marchant







Aménagement du pôle gare

Première proposition

01 // PLATEAU

voie ferrée
-32.18
niveau SOUTERRAIN

+36.30 bâtiment VOYAGEUR

+36.30

voie bus+
dépose minute

voie
principale

PARVIS > sol continu ondulé et planté

modèle de terrain projeté
modèle de terrain actuel

> Coupe de principe



Le plan illustre la configuration de la gare de Parvis-Boisé, incluant la gare SNCF, les zones de stationnement pour les véhicules personnels et les véhicules techniques, ainsi que les voies de circulation et les aménagements de sécurité. Les dimensions des voies et des zones de stationnement sont indiquées, ainsi que les rayons de courbure des voies. Des symboles indiquent la présence de passages piétons et de passages à niveau.

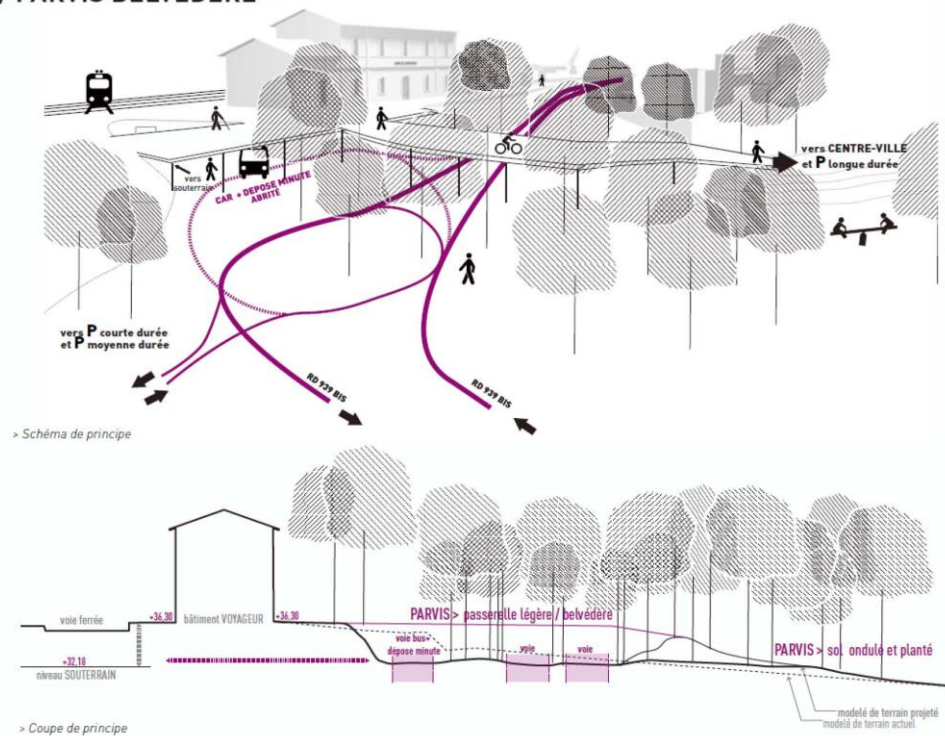
Le plan illustre la configuration de la gare de Parvis-Boisé, incluant la gare SNCF, les zones de stationnement pour les véhicules personnels et les véhicules techniques, ainsi que les voies de circulation et les aménagements de sécurité. Les dimensions des voies et des zones de stationnement sont indiquées, ainsi que les rayons de courbure des voies. Des symboles indiquent la présence de passages piétons et de passages à niveau.

Le plan illustre la configuration de la gare de Parvis-Boisé, incluant la gare SNCF, les zones de stationnement pour les véhicules personnels et les véhicules techniques, ainsi que les voies de circulation et les aménagements de sécurité. Les dimensions des voies et des zones de stationnement sont indiquées, ainsi que les rayons de courbure des voies. Des symboles indiquent la présence de passages piétons et de passages à niveau.

Deuxième proposition

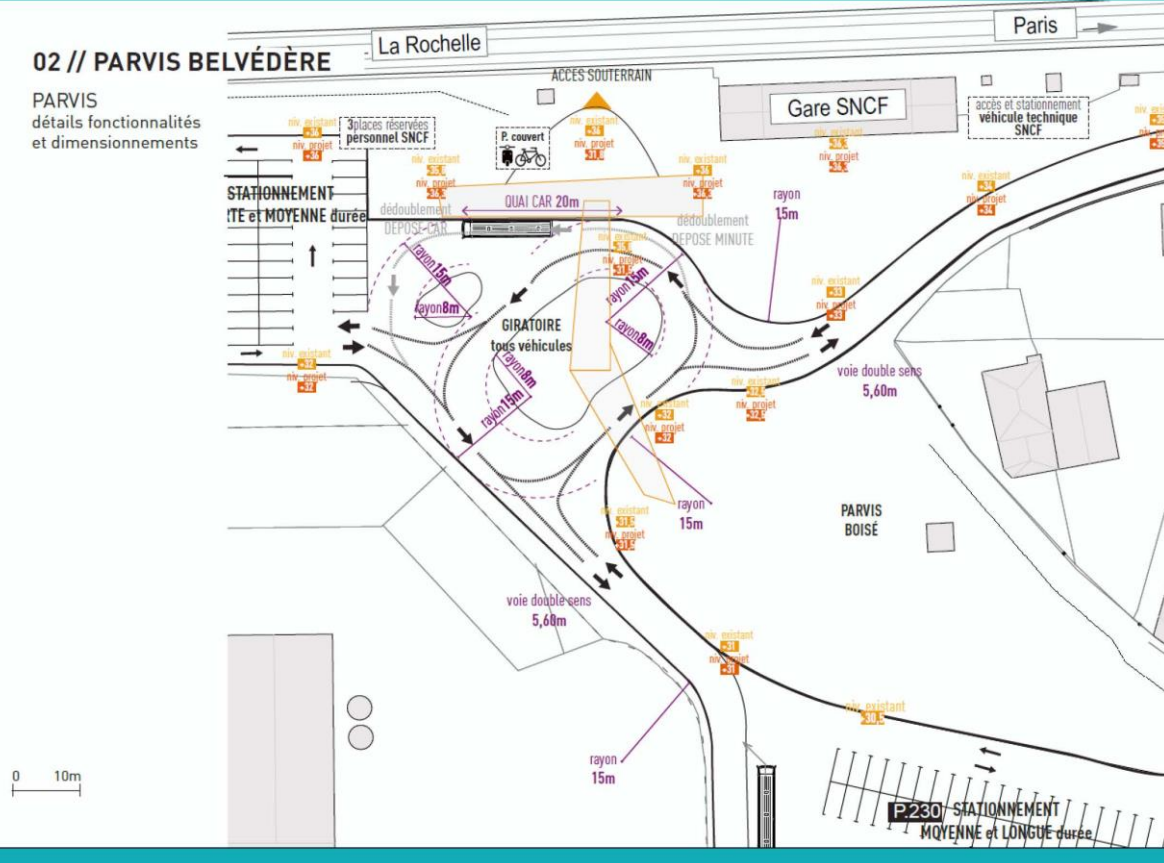


02 // PARVIS BELVÉDÈRE



02 // PARVIS BELVÉDÈRE

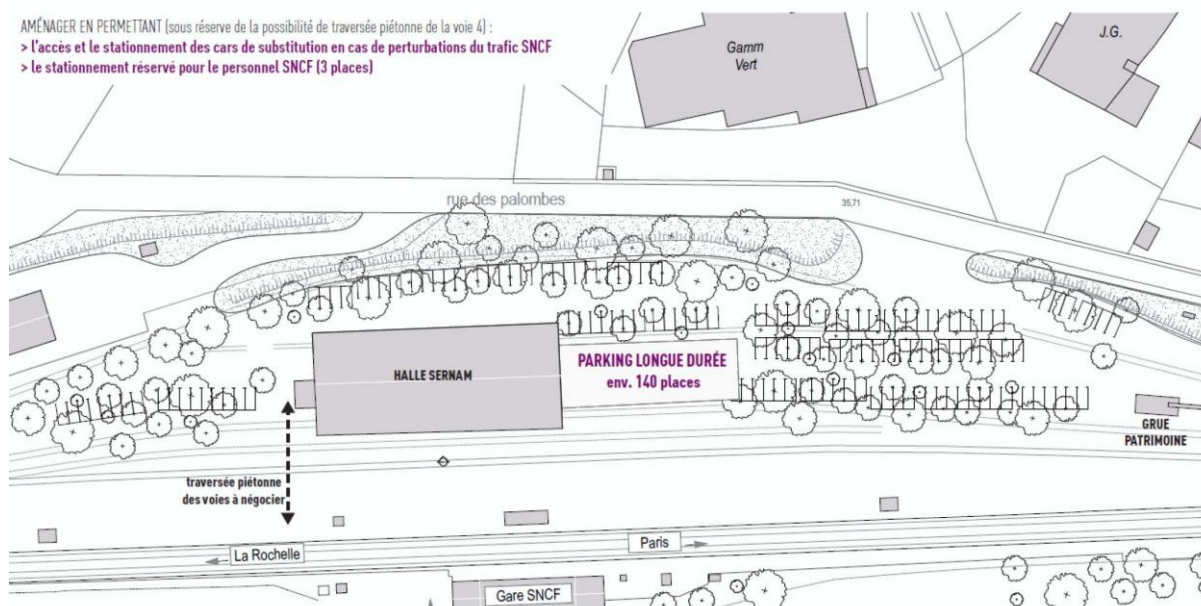
PARVIS
détails fonctionnalités
et dimensionnements



// AMÉNAGER L'ATTENTE EN PARTIE NORD

AMÉNAGER EN PERMETTANT (sous réserve de la possibilité de traversée piétonne de la voie 4) :

- > l'accès et le stationnement des cars de substitution en cas de perturbations du trafic SNCF
- > le stationnement réservé pour le personnel SNCF (3 places)



ESTIMATIONS PRÉVISIONNELLES

01 // PLATEAU



secteur NORD (9500m²) > env. 295 000 € HT soit **31€/m²**
 réalisation du parking en GNT avec plantations
 travaux préparatoires > env. 26 500 €
 terrassement et voirie > env. 130 000 €
 réseaux et assainissement > env. 50 000 €
 paysage/signalisation/mobilier > env. 88 550 €

secteur SUD (21650m²) > env. 1 824 000 € HT soit **84€/m²**
 réalisation des voies et stationnement en enrobé
 parvis en stabilisé renforcé avec plantations
 travaux préparatoires > env. 159 000 €
 réseaux et assainissement* > env. 485 000 €
 terrassement et voirie > env. 810 000 €
 paysage/signalisation/mobilier > env. 370 000 €
 *sous réserve des frais de dévoiement de réseaux

02 // env. 2 119 000 € HT soit 68€/m²

02 // PARVIS BELVÉDÈRE



secteur SUD (21650m²) > env. 1 970 000 € HT soit **91€/m²**
 réalisation des voies et stationnement en enrobé
 parvis en stabilisé renforcé avec plantations
 travaux préparatoires > env. 159 000 €
 réseaux et assainissement* > env. 485 000 €
 terrassement et voirie > env. 890 000 €
 paysage/signalisation/mobilier/passarelle > env. 436 000 €
 *sous réserve des frais de dévoiement de réseaux

02 // env. 2 265 000 € HT soit 73€/m²

MERCI DE VOTRE ATTENTION



Le diagnostic en marchant

Madame Annabelle GAUDIN explique qu'ils ont commencé à travailler sur ce projet en janvier 2014. Dès le 15 février, un « diagnostic en marchant » a été organisé et avait pour but de réunir la population, les entreprises, les riverains et les usagers et utilisateurs de la gare afin de relever leurs attentes. Ce diagnostic a permis d'aider l'équipe de maîtrise d'œuvre à bâtir ce projet.

Des séquences pour une inversion des usages

Madame Annabelle GAUDIN informe que les aménagements comprennent :

- le parvis gare
- le stationnement
- la prise en compte même s'ils n'interviennent pas aujourd'hui directement du site Poyaud et du site Surfilm. Il faut anticiper ces mutations même si ces 2 projets ne font pas partie de la commande donnée à l'architecte.
- le parking nord
- la continuité vers le centre-ville

Il faut prendre en compte que l'architecte a travaillé sur un espace restreint puisque Poyaud et Surfilm ne font pas partie de cette étude.

Le plateau

Madame Annabelle GAUDIN explique que l'idée est de garder un espace partagé par tous les véhicules et d'organiser l'accès de la gare en modifiant assez peu l'état actuel. Les espaces de stationnement seront réaménagés (parking longue durée et courte durée, stationnement de bus privés). Une zone 30 sera mise en place, en inscrivant

des séquences paysagères pour essayer de limiter la vitesse et faire en sorte que tout le monde puisse traverser cet espace en toute sécurité.

Un parvis boisé est installé entre la gare et le parking de longue durée ce qui permettra de faire une connexion entre la gare et la rue Marcou (circulation vers le centre-ville).

Le dénivelé va être remodelé afin de permettre l'accessibilité aux piétons, aux vélos et aux PMR vers la gare avec des plantations pour paysager ce site.

L'inconvénient de cette hypothèse est le carrefour de tous les véhicules. Il y aura des « tourne à gauche » pour rejoindre les stationnements courts et moyennes durées et également la traversée du site. C'est pourquoi le cabinet a travaillé sur un 2^{ème} projet.

Le parvis belvédère

Dans ce projet, l'accès à la gare va être modifié. Il y aura une mise en place d'une passerelle sous laquelle les véhicules passeront. Le giratoire va gérer toutes les circulations internes. Les espaces boisés et ludiques seront gardés pour redonner à la gare une image accueillante.

Il faudra creuser afin d'installer cette passerelle et organiser toute la gestion des flux autour de la gare.

La SNCF gardera ou non le parking nord qui se situe derrière la gare, L'idée aujourd'hui est de garder ce site est d'en faire du stationnement. Ils sont positionnés actuellement sur du positionnement gratuit. Un travail pédagogique sur la halle Sernam pourrait être envisagé par un groupe d'étudiants issus de filière architecture et paysage (Ecole de Versailles, Blois ou Angers). Ils peuvent ainsi faire ressortir des idées assez innovantes.

Monsieur Raymond DESILLE informe l'Assemblée que dans le cadre du groupement de commande, le Conseil Général ainsi que la SNCF doivent se prononcer également à la rentrée. Il est demandé aux élus de choisir entre les scénarii 1 ou 2 (avec la passerelle).

Monsieur Jean GORIOUX convient que cette présentation met bien en évidence les enjeux, les avantages et les inconvénients des deux propositions.

Madame Véronique ZAMPARO fait remarquer que pour ce genre de dossier assez dense il serait préférable de le présenter en début de réunion ou de prévoir une réunion spécifique.

Monsieur Jean GORIOUX confirme que tous les mois, de nombreux dossiers sont inscrits à l'ordre du jour du Conseil Communautaire. Les statuts étaient également un dossier important. Le projet pôle Gare est le résultat d'un travail mené depuis deux ans par un Comité Technique et un Comité de Pilotage.

Madame Véronique ZAMPARO comprend et ajoute que ce dossier peut aussi intéresser d'autres personnes.

Madame Marie-Joëlle LOZAC'H SALAUN déplore que le projet pôle gare précède le dossier de l'AMI notamment concernant le site Poyaud. Lors du dernier Comité de Pilotage, ils ont émis l'avis de ne pas intégrer le site Poyaud dans ce projet. Aussi, elle se demande s'il est judicieux de prendre une décision aujourd'hui concernant l'un ou l'autre des scénarii.

Monsieur Jean GORIOUX rappelle l'urgence à intervenir sur la problématique de la sécurité et de la circulation. Une commande a été émise sur un périmètre restreint. Il est

possible de la modifier, cependant cela engendrerait une nouvelle concertation avec les trois partenaires, le lancement d'une démarche de consultation, la rédaction de nouveaux projets et d'études. Aujourd'hui le site Poyaud est relativement isolé par rapport aux axes de circulation ; un aménagement urbain pourrait se comprendre mais envisager la circulation sur ce site lui paraît utopique. Aujourd'hui, il n'y a pas de liaisons sur la partie sud entre la propriété de la Communauté de Communes et la propriété de la Ville de Surgères. Ce sont donc des contraintes supplémentaires qu'il faudrait lever en procédant à des expropriations ou des acquisitions. Dans l'absolu ce serait parfait de pouvoir réaliser une liaison du rond-point de l'ancienne gare au bas de la Société Surfilm. Maintenant si l'avis général est de suspendre toute décision, il faut savoir qu'il faudra reprendre 4 ans de travail.

Sur autorisation de Monsieur le Président, **Madame Annabelle GAUDIN** souligne que les réaménagements de ces deux sites, Surfilm et Poyaud, ont quand même été pris en compte par l'architecte pour essayer d'anticiper et de permettre l'accès à ces sites et ce, quel que soit le devenir de ces deux sites. Le groupement de commande avait lancé une étude sur un site bien particulier.

Monsieur Jean-Yves ROUSSEAU conçoit que le « S » n'est pas génial et qu'il serait ennuyeux de trouver une solution en 4 ans.

Sur autorisation de Monsieur le Président, **Madame Annabelle GAUDIN** fait remarquer qu'il est difficile de déplacer la route départementale.

Monsieur Jean-Yves ROUSSEAU répond que c'est possible mais cela demandera des années.

Madame Marie-Pierre BRUNET ajoute que concernant le contournement nord, il y a une contrainte que ce soit l'emprise sur la gauche ou au niveau du site Poyaud. Ce sont des bâtiments qu'il faut dépolluer, l'acquisition est donc une chose, la dépollution en est une autre. La mise en sécurité des usagers de la gare sera d'autant plus repoussée. Elle demande de rester raisonnable dans un premier temps sur les projets.

Madame Marie-Joëlle LOZAC'H SALAUN entend ce qui est dit. Reporter de 4 ans une décision concernant le projet pôle Gare n'est pas bien. Toutefois, aujourd'hui, dans le cadre du choix d'un scénario, elle pense qu'il est important de bien dialoguer avec l'architecte pour mettre en évidence la liaison avec le site Poyaud.

Sur autorisation de Monsieur le Président, **Madame Annabelle GAUDIN** répond que l'architecte en a conscience.

Monsieur Jean GORIOUX informe que ce point était ressorti lors de la concertation qui avait eu lieu, à pied, sur le site de la gare. Les demandes concernant les sites Poyaud et Surfilm étaient fortes. Cependant il faut prendre en compte les contraintes existantes.

Sur autorisation de Monsieur le Président, **Madame Annabelle GAUDIN** confirme que l'équipe de maîtrise d'œuvre a pris en compte l'accès au site et l'a intégré dans le projet global. Reste à espérer que le dossier déposé au titre de l'AMI recevra une suite favorable qui permettrait ainsi à la Ville d'intervenir sur le site. Il représente une opportunité formidable au pied de la gare.

Monsieur Jean GORIOUX ajoute que le Département s'est attaché à examiner de très près tout ce qui est rayon de giration, limitation de vitesse, aspect sécurité des piétons et des cyclistes dans les deux types de propositions. Aujourd'hui, il ne sait pas laquelle des deux solutions sera retenue au niveau du Département.

Sur autorisation de Monsieur le Président, **Madame Annabelle GAUDIN** répond que la décision est en cours au niveau du Conseil Général.

Madame Marie-Pierre BRUNET ajoute, que lors des réunions, le choix du Département portait plutôt sur la 2^{ème} proposition car elle apportait plus de sécurité.

Monsieur Raymond DESILLE confirme que, selon la SNCF et le Conseil Général, l'hypothèse 2 semblait apparemment la plus intéressante.

Monsieur Joël BAECKER croit que le Comité de pilotage a également choisi la version deux. Tous les prestataires présents ont bien défendu et bien expliqué les projets ; la version 2 est beaucoup plus sécurisante pour les usagers.

Monsieur Jean GORIOUX ajoute qu'au niveau de l'accessibilité, le scénario deux est plus satisfaisant.

A la demande de **Monsieur Daniel ROUSSEAU, Madame Annabelle GAUDIN** précise que la passerelle part du parvis de la gare et arrive au parvis boisé.

A la demande de **Monsieur Daniel ROUSSEAU, Madame Annabelle GAUDIN** (sur autorisation de Monsieur le Président) confirme que la distance entre les deux est courte.

Monsieur Joël BAECKER informe que la passerelle prend appui sur le transformateur qu'il y a sur le parking gauche.

Sur autorisation de Monsieur le Président, **Madame Annabelle GAUDIN** confirme et ajoute qu'il sera peut-être possible de faire arriver la passerelle jusqu'au transformateur. Un travail est actuellement en cours pour étudier cet aspect technique.

Madame Véronique ZAMPARO rapporte que son mari, personne à mobilité réduite, devait se rendre en formation à Poitiers en prenant le train à la gare de Surgères. Il a pu se rendre sur le quai de la gare par l'ascenseur mais l'accès au train n'a pas été possible : l'écart entre le quai et le train est trop important. La rampe installée dans le train ne doit être manipulée que par une personne habilitée. Elle espère que des travaux pour palier ce problème sont prévus car ils s'avèrent nécessaires.

Sur autorisation de Monsieur le Président, **Madame Annabelle GAUDIN** répond qu'elle a tout à fait raison de souligner ce dysfonctionnement. Malheureusement les travaux concernant les quais ne peuvent être pris en charge par la Communauté de Communes. Ils ne relèvent pas de son domaine de compétence. Cet incident a été relaté au cours d'un Comité technique. Ce sont la SNCF et RFF qui interviennent à ce niveau-là. Ils en ont été informés.

Monsieur Jean GORIOUX ajoute qu'aujourd'hui subsiste une incertitude concernant la réalisation du parking nord car le positionnement de la SNCF et de la RFF sur la destination de cet espace n'est pas connu. Ceci étant, une voie qui était anciennement une voie de marchandise, sert de délestage aujourd'hui. Il n'y a pas de proposition de franchissement etc... A ce niveau-là, la concertation n'est pas simple.

Ces explications entendues, **Monsieur le Président** demande au Conseil Communautaire de se prononcer sur la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire,

A L'UNANIMITE :

- Donne acte au rapporteur des explications ci-dessus détaillées,
- Retient l'hypothèse n° 2 pour le réaménagement de la gare de Surgères, dans le cadre de la phase 01 : études préliminaires,

- Autorise Monsieur le Président à assurer le suivi technique, administratif et financier de la présente délibération.

IV.3 AMENAGEMENT DU POLE GARE : PROCES-VERBAL DE MISE A DISPOSITION DE LA CDC AUNIS SUD DE LA PARCELLE CADASTREE AH 196 APPARTENANT A LA COMMUNE DE SURGERES.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.5211-5 et LK.1321-1 et suivants,

Vu l'arrêté préfectoral n°13-1132-DRCTE-BE du 30 mai 2013 portant fusion-extension des Communautés de Communes de Surgères et Plaine d'Aunis, et création de la Communauté de Communes Aunis Sud,

Vu les statuts de la Communauté de Communes Aunis Sud annexés à l'arrêté préfectoral n°13-1132-DRCTE-BE du 30 mai 2013,

Considérant que, dans le cadre du projet de réaménagement du pôle gare de Surgères, quel que soit le scénario retenu par le Conseil et les partenaires du groupement de commande (Conseil Général et SNCF), les deux esquisses présentées englobent la parcelle AH n°196.

Monsieur Jean GORIOUX, Président, explique aux membres de l'Assemblée que cette parcelle n'avait pas été prise en compte dans le procès-verbal de mise à disposition signé entre la Commune de Surgères et la Communauté de Communes de Surgères en 2010, alors qu'elle était comprise dans le périmètre de l'étude demandée au cabinet de maîtrise d'œuvre.

Il poursuit en expliquant que pour que le projet d'aménagement soit réalisé, il est nécessaire de signer un procès-verbal de mise à disposition (dont le projet a été remis aux membres du Conseil au début de la séance), en application de l'article L.5211-5 renvoyant aux articles L.1321-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Monsieur Raymond DESILLE informe qu'une visite à la gare de la Roche sur Yon est organisée le 23 octobre. L'aménagement a été fait par le même architecte. Cela permettra de se rendre compte du projet à venir sur le pôle gare de Surgères.

Monsieur Jean GORIOUX ajoute que ce site présente un nombre de flux de véhicules/jour à peu près équivalent.

Ces explications entendues, **Monsieur le Président**, demande au Conseil Communautaire de se prononcer sur la présente délibération.

Après en avoir délibéré le Conseil communautaire,

A L'UNANIMITE

- Donne acte au rapporteur des explications ci-dessus détaillées,
- Autorise le Président à signer procès-verbal de mise à disposition du terrain bâti situé sur la parcelle de terrain cadastrée Section AH n°196,
- Autorise à prendre toutes dispositions pour ce qui concerne le suivi administratif, technique et financier de la délibération.

V.1 SALON DE L'ELEVAGE A SURGERES – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION.

Madame Catherine DESPREZ, Vice-présidente, rappelle à l'Assemblée que depuis plusieurs années l'Association « Salon de l'Elevage », fortement soutenue par la Chambre d'Agriculture 17, organise à Surgères le Salon de l'Elevage dont la prochaine édition se déroulera les 4 et 5 octobre prochains.

Des présentations d'animaux ainsi que des concours de bovins, caprins et chevaux seront organisés. Un marché de produits de la ferme ainsi que diverses animations (stands des exposants de la filière agricole et rurale, animations équines, espace agroalimentaire...) agrémenteront le salon.

Vu la proposition de la Commission Extracommunautaire Développement Economique en date du 25 février 2014 d'inscrire au budget une subvention d'un montant de 1 200 € pour l'organisation du Salon de l'Elevage à Surgères – Edition 2014, montant identique à celui sollicité depuis 2011 pour un budget prévisionnel d'environ 90 000 €.

Vu la demande de l'organisateur reçue au mois d'avril qui sollicite pour cette édition 2014 une subvention d'un montant de 2 200 € pour un budget prévisionnel de 160 911 € justifié par une montée en puissance des concours organisés durant le Salon et par la nécessité de mettre à disposition des moyens logistiques plus conséquents en adéquation.

Vu l'avis du Bureau en date du 16 septembre 2014 d'attribuer une subvention d'un montant de 1 200 €, ceci conformément à ce qui a été inscrit au budget de la Communauté de Communes.

Madame Catherine DESPREZ, propose à l'assemblée de maintenir l'accompagnement de la Communauté de Communes au Salon de l'Elevage et d'attribuer une subvention d'un montant de 1 200 €.

Ces explications entendues, **Monsieur le Président** demande au Conseil Communautaire de se prononcer sur cette proposition d'attribution de subvention.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire,

A L'UNANIMITE

- donne acte au rapporteur des explications ci-dessus détaillées,
- décide d'attribuer une subvention d'un montant de 1 200€ à l'Association «Salon de l'Elevage » pour l'organisation de l'édition 2014 du Salon de l'Elevage,
- dit que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2014,
- autorise Monsieur le Président à prendre toutes dispositions pour ce qui concerne le suivi administratif, technique et financier de la présente délibération.

VI.1 RACCORDEMENT GAZ DU BATIMENT PHILOLAO (ZA DE LA METAIRIE) – CONVENTION DE SERVITUDE POUR RESEAU DE DISTRIBUTION PUBLIQUE DE GAZ SANS INDEMNITE AVEC GRDF.

La construction du bâtiment de l'entreprise Philolao par la SEMDAS rue des Babigeots, ZI de la Métairie à Surgères, est presque achevée.

Considérant que le branchement gaz, installé par les soins de la Communauté de Communes, se révèle insuffisant par rapport aux besoins de l'entreprise Philolao qui n'avaient pas été communiqués malgré de nombreuses demandes.

Considérant que de ce fait, la SEMDAS ou l'entreprise doit faire raccorder le bâtiment au réseau gaz situé sur le domaine privé de la Communauté de Communes Aunis Sud (parcelle ZR 319 à Surgères) pour un débit de 100 m³/h à 300 mbar, et qu'en conséquence une nouvelle conduite de gaz souterraine reliera la conduite de gaz existante desservant la zone industrielle à un poste gaz sur le terrain de Philolao.

Vu le projet proposé par GrDF (Gaz Réseau Distribution France) de « convention de servitude pour réseau de distribution publique de gaz sans indemnité » sur l'emprise du terrain cadastré ZR 319 à Surgères appartenant à la Communauté de Communes (projet de convention communiqué à l'ensemble des membres du Conseil à l'appui de la convocation à la présente réunion).

Monsieur Gilles GAY, Vice-Président, propose d'accepter la signature de ladite convention, laquelle sera régularisée par acte authentique devant notaire aux frais de GrDF.

Ces explications entendues, Monsieur le Président demande au Conseil Communautaire de se prononcer sur la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire,

A L'UNANIMITE

- Donne acte au rapporteur des explications ci-dessus détaillées,
- Autorise Monsieur le Président à signer la « convention de servitude pour réseau de distribution publique de gaz sans indemnité » sur l'emprise du terrain cadastré ZR 319 à Surgères appartenant à la Communauté de Communes Aunis Sud,
- Dit que cette convention sera régularisée par acte authentique devant notaire aux frais de GrDF,
- Autorise Monsieur le Président à signer l'acte authentique de régularisation et à prendre toutes dispositions pour ce qui concerne le suivi administratif, technique et financier de la présente délibération.

VI.2 CESSION DES RUES PRIVEES DES ZI OUEST ET OUEST II A SURGERES A LA COMMUNE DE SURGERES.

Considérant que les parcelles cadastrées section AS n^{os} 607, 485 et 593, correspondant respectivement aux rues Marcel Vollaud pour 3 052 m², Gaston Migaud pour 1 699 m² (ZI Ouest) et Bernadette Goriou pour 8 273 m² (ZI Ouest 2) appartiennent au domaine privé de la Communauté de Communes de Surgères, et vont être transférées à la Communauté de Communes Aunis Sud,

Considérant qu'il est préférable de les intégrer au domaine public communal, davantage protégé que le domaine privé (principes d'inaliénabilité, d'imprescriptibilité et d'insaisissabilité du domaine public). De plus, cela additionne ces voies aux longueurs de voirie qui servent pour le calcul des dotations.

Vu le courrier de la Communauté de Communes de Surgères adressé à Monsieur le Maire de Surgères, lui proposant la cession des parcelles cadastrées section AS n°s 607, 485 et 593 à l'euro symbolique, lui demandant à ce que les Services municipaux se chargent de la rédaction de l'acte administratif correspondant et lui précisant que l'ensemble des frais liés à cette affaire soient pris en charge par la Communauté de Communes de Surgères,

Vu l'estimation du service des Domaines en date du 9 juillet 2014, considérant que l'opération consiste en un transfert de charge de la Communauté de Communes vers la Commune de Surgères, et estimant ainsi la valeur vénale de ces biens à 1 euro,

Vu le courrier de réponse de la Commune de Surgères en date du 1^{er} mars 2013 acceptant la proposition de la Communauté de Communes de Surgères,

Vu le courrier de la Commune de Surgères en date du 26 mai 2014 expliquant qu'après étude, la rédaction des actes administratifs est selon les experts très compliquée et requiert les connaissances d'un notaire,

Monsieur Gilles GAY, Vice-Président, propose que la cession à l'euro symbolique des parcelles cadastrées section AS n°s 607, 485 et 593, sises ZI Ouest et ZI Ouest 2 à Surgères auprès de la Commune de Surgères soit réalisée par acte administratif par une personne qualifiée à mandater par la Communauté de Communes Aunis Sud et non par les services de la Commune de Surgères, et que l'ensemble des frais résultant de cette transaction soient pris en charge par la Communauté de Communes Aunis Sud.

Ces explications entendues, **Monsieur le Président** demande au Conseil Communautaire de se prononcer sur la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire,

A L'UNANIMITE

- Donne acte au rapporteur des explications ci-dessus détaillées,
- Autorise Monsieur le Président à céder les parcelles cadastrées section AS n°s 607, 485 et 593 à l'euro symbolique auprès de la Commune de Surgères, dès lors que ces parcelles auront été transmises de la Communauté de Communes de Surgères à la Communauté de Communes Aunis Sud,
- Dit que cette transaction sera formalisée par acte administratif à la charge de la Communauté de Communes Aunis Sud, de préférence en même temps que le transfert entre la Communauté de Communes de Surgères et la Communauté de Communes Aunis Sud,
- Autorise Monsieur le Président à mandater une personne qualifiée pour rédiger cet acte administratif,
- Dit que l'ensemble des frais résultant de cette transaction seront pris en charge par la Communauté de Communes Aunis Sud,
- Dit que les crédits nécessaires seront inscrits au Budget Principal 2014,
- Autorise Monsieur le Président à prendre toutes dispositions pour ce qui concerne le suivi administratif, technique et financier de la présente délibération.

VII.1 DECISIONS DU PRESIDENT – INFORMATION.

Monsieur Jean GORIOUX, Président, informe l'Assemblée des décisions qu'il a prises en application des délégations données par le Conseil Communautaire :

Décision n° 2014-66 du 18 juin 2014 portant sur la mise en place d'une ligne de trésorerie auprès de la Caisse d'Epargne.

Montant initial : 1 000 000 €

Durée : 1 an maximum
Taux : Euribor 1 semaine
Marge fixée : 1,50 % sur Euribor 1 semaine
Tirage : au gré de l'emprunteur sans minimum
Commission d'engagement : 0,15 % du montant initial.
Commission de non utilisation : 0,30 %

Décision n° 2014-67 du 24 juin 2014 portant sur la mise à disposition, à titre gratuit, de matériels et instruments de musique appartenant au Conservatoire de Musique à rayonnement intercommunal de la Communauté de Communes Aunis Sud.

Bénéficiaire : Association « Académie de Cuivres et Percussions de Surgères »

Durée : Du 19 au 26 juillet 2014.

Décision n° 2014-68 du 24 juin 2014 portant renonciation de la Communauté de Communes Aunis Sud à exercer son droit de préemption urbain pour un bien cadastré section AS 643 à Surgères.

Décision n° 2014-69 du 25 juin 2014 portant location de la cellule n° 3 des Ateliers Relais de la Communauté de Communes Aunis Sud, implantés Rue Gaston Migaud – Zone industrielle Ouest à Surgères.

Locataire : Association Insertion Surgérienne Gères Devise (I.S.G.D.)

Durée : A compter du 1^{er} juillet 2014 pour une durée maximale de 23 mois

Loyer mensuel : 1 425,07 € T.T.C.

Décision n° 2014-70 du 30 juin 2014 portant passation de contrats de fournitures et de services.

Objet : Fourniture et livraison de 4 véhicules utilitaires d'occasion.

Lot n° 1 : Fourgon tôlé type L3H2 de couleur blanche, pour les besoins des Services Techniques

CEVI Ouest

Rue Joseph Cugnot

86000 POITIERS

Référence marché : 2014-002

Montant du marché: 13.900,00 € H.T soit 16 680,00 € TTC

Lot n° 2 : Deux fourgons tôlés type L2H2 de couleur blanche, pour les besoins du Service des Sports

CEVI Ouest

Rue Joseph Cugnot

86000 POITIERS

Référence marché : 2014-003

Montant du marché: 25 600,00 € H.T soit: 30 720,00 € TTC

Lot n° 3 : Fourgonnette tôlée pour les besoins du Service des Sports : Lot infructueux.

Décision n° 2014-71 du 2 juillet 2014 portant dépôt d'un dossier de demande de subvention auprès du Conseil Régional de Poitou-Charentes via le Pays d'Aunis.

Objet : Organisation de sept manifestations culturelles programmées dans le cadre du projet de valorisation du site archéologique à Saint Saturnin du Bois.

Décision n° 2014-72 du 8 juillet 2014 portant passation d'un avenant n° 1 au marché (Lot n° 11 VRD) attribué à l'entreprise COLAS située au THOU pour l'exécution de travaux concernant la rénovation du gymnase d'Aigrefeuille.

Objet : Les modifications des prestations portent sur les points suivants :

Travaux supplémentaires consistant en la fourniture et la pose de boîtes de branchement, de fourreaux, de canalisations.

Réalisation d'un hydrocurage.

Terrassements supplémentaires permettant d'accéder à la piste d'athlétisme.

Montant : 1 734,88 € H.T. soit 2 081,86 € T.T.C. ce qui porte le montant du marché à 46 727,38 € H.T. ; la plus-value est de 1 734,88 € H.T. soit 3,856 % du montant H.T. initial du marché.

Décision n° 2014-73 du 22 juillet 2014 portant passation d'avenants aux divers contrats en cours concernant :

- les équipements de la médecine scolaire située 7 rue du stade à Surgères suite au transfert de la prise en charge des frais de fonctionnement y afférant ;
- le complexe sportif et la piscine de Surgères, suite au transfert de la compétence « Politique sportive, équipements sportifs » à la Communauté de Communes Aunis Sud à compter du 1er janvier 2014.

Concernant la Médecine Scolaire :

- Avenant n° 2 au contrat du 20 Avril 2006 avec Orange Service Clients Internet, relatif au forfait d'accès INTERNET du centre médico-scolaire
- Avenant n° 2 au contrat n° 801634845 avec Orange Business Services, relatif à l'abonnement pour la ligne fixe du centre Médico-scolaire
- Avenant n° 2 au contrat référencé 5928000665 avec la SAUR, relatif à la distribution de l'eau et la collecte & traitement des eaux usées du centre médico-scolaire sur la Commune de Surgères.

Concernant le Complexe Sportif de Surgères :

- Avenant n° 1 au contrat n° 801634845 avec Orange Business Services, relatif à l'abonnement pour les lignes fixes du service des sports et des gymnases n° 1, 2 & 3
- Avenant n° 1 au contrat du 20 Avril 2006 avec Orange Service Clients Internet, relatif au forfait d'accès INTERNET du service des sports
- Avenant n° 1 au contrat référencé 5928000665 avec la SAUR, relatif à la distribution de l'eau et la collecte & traitement des eaux usées du complexe sportif sur la Commune de SURGÈRES
- Avenant n° 1 au contrat n° 1-ID3-1034 du 1er Mai 1990 avec EDF Collectivités, relatif à la fourniture d'électricité au dojo et au tennis
- Avenant n° 4 au contrat n° 1-ID5-264 du 16 Octobre 1992 avec EDF Collectivités, relatif à la fourniture d'électricité sur le terrain de football de SURGÈRES
- Avenant n° 1 au contrat n° 1-IDL-670 du 21 Mai 1992 avec EDF Collectivités, relatif à la fourniture d'électricité à la piscine et dans les gymnases 1, 2 & 3
- Avenant n° 1 au contrat n° 1-PS4-2004 du 1er Mai 1971 avec EDF Collectivités, relatif à la fourniture d'électricité des tribunes du terrain de rugby
- Avenant n° 1 au contrat n° 1-PRE-4660 du 1er Avril 1971 avec EDF Collectivités, relatif à la fourniture d'électricité de la maison 28 rue du stade (Bureau des sports)
- Avenant n° 1 au contrat n° 1-PUY-2971 du 1er Janvier 1974 avec EDF Collectivités, relatif à la fourniture d'électricité du club house rugby
- Avenant n° 1 au contrat n° 20041011-G509846 du 3 Décembre 2002 avec GDF-SUEZ, relatif à la fourniture de gaz naturel au local du club house rugby situé sur le complexe sportif de SURGÈRES
- Avenant n° 1 au contrat du 12 Décembre 1978 avec ANTARGAZ, relatif à la location d'une citerne de gaz sur le stade de rugby de SURGÈRES

Concernant la Piscine de Surgères :

- Avenant n° 1 au contrat n° 163139 du 22 Décembre 2009 avec SFR Business Team (dont le distributeur est la société 5 sur 5), relatif à l'abonnement pour la ligne fixe à la piscine de SURGÈRES
- Avenant n° 1 au contrat référencé 5928001610 avec la SAUR, relatif à la distribution de l'eau et la collecte & traitement des eaux usées à la Piscine de SURGÈRES
- Avenant n° 1 au contrat du 19 MARS 2013 avec la S.A.R.L. HEXAGONE, relatif à la location longue durée d'un robot aspirateur à la Piscine de SURGÈRES avec contrat de maintenance illimité inclus
- Avenant n° 1 au contrat n° 20131105-10127 du 27 Novembre 2013 avec GDF-SUEZ, relatif à la fourniture de gaz naturel à la Piscine de SURGÈRES

Décision n° 2014-75 du 22 juillet 2014 portant passation des avenants concernant la convention relative à l'utilisation des équipements sportifs de Surgères, mis à disposition du lycée professionnel et les conventions relatives à l'aide du Conseil Général concernant le fonctionnement des gymnases utilisés par les collèges publics et privés du Département.

- Avenant n° 1 à la convention n° 2002/RPC-F-54 du 9 Juillet 2002 avec la Région Poitou-Charentes et le Lycée Professionnel de Surgères, relative à l'utilisation des équipements sportifs appartenant à la Commune de Surgères et mis à disposition du lycée professionnel de Surgères.

- Avenant n° 1 à la convention n° 2011/COLLEGES PUBLICS/EPS/SURGERES du 3 Avril 2012 avec le Département de la Charente-Maritime et le Collège "Hélène de Fonsèque" à Surgères, relative à l'aide du Conseil Général de la Charente-Maritime au fonctionnement des gymnases communaux et intercommunaux utilisés par les collèges publics et privés du département.

- Avenant n° 1 à la convention n° 2011/COLLEGES PRIVES/EPS/SURGERES du 12 Juin 2012 avec le Département de la Charente-Maritime et le Collège "Jeanne d'Arc à Surgères, relative à l'aide du Conseil Général de la Charente-Maritime au fonctionnement des gymnases communaux et intercommunaux utilisés par les collèges publics et privés du département.

Décision n° 2014-76 du 24 juillet 2014 portant signature d'une nouvelle convention d'occupation précaire, pour une durée d'un an, pour la parcelle cadastrée section ZN n° 91 à SAINT GEORGES DU BOIS.

Décision n° 2014-77 du 24 juillet 2014 portant signature d'une nouvelle convention d'occupation précaire, pour une durée d'un an, pour les parcelles cadastrées section A n°s 590 et 591 à VOUHE.

Décision n° 2014-78 du 24 juillet 2014 portant signature d'une nouvelle convention d'occupation précaire, pour une durée d'un an, pour la parcelle cadastrée section A n° 584 à VOUHE.

Décision n° 2014-79 du 24 juillet 2014 portant passation d'un avenant n° 1 au marché (Lot n° 1 Gros œuvre) attribué à l'entreprise EMC située à LOUBILLE pour l'exécution de travaux concernant la rénovation du gymnase d'Aigrefeuille.

Objet : Suppression de prestation volume 2 (terrassement, recollement béton, aciers pour semelles filantes, béton, peinture)
 Suppression des prestations dans le bâtiment volume 3 (terrassement, détermitage, sablage, décaissement surfaçage, réfection des seuils).

Montant : - 4 698,80 € H.T. ce qui ramène le montant du marché à 151 305,34 € H.T. ; la moins-value est de 4 698,80 € H.T. soit – 3,01 % du montant H.T. initial du marché.

Décision n° 2014-80 du 24 juillet 2014 portant passation d'un avenant n° 2 au marché (Lot n° 10 plomberie, sanitaire, chauffage, ventilation) attribué à l'entreprise Chauffage Sanitaire de l'Aunis à MORAGNE pour l'exécution de travaux concernant la rénovation du gymnase d'Aigrefeuille.

Objet : Ajout d'une vanne d'arrêt à boisseau sphérique
 Suppression d'une barre de maintien, d'un siège de douche, d'une barre de relèvement, d'un lavabo, d'une cuvette de WC, d'un lave-main, d'un receveur douche
 Ajout d'un raccordement d'une entrée d'air murale et d'un lavabo Porcher.

Montant : - 2 308,50 € H.T. ce qui ramène le montant du marché à 57 226,27 € H.T. ; la moins-value est de 2 308,50 € H.T. soit – 3,90 % du montant H.T. initial du marché.

Décision n° 2014-81 du 25 juillet 2014 portant renonciation de la Communauté de Communes Aunis Sud à exercer son droit de préemption urbain pour un bien cadastré section AS 640 à Surgères.

Décision n° 2014-82 du 28 juillet 2014 portant passation d'un avenant n° 1 au marché (Lot n° 5 plafonds, cloisons, isolation) attribué à l'entreprise CSI Bâtiment à AYTRE pour l'exécution de travaux concernant la rénovation du gymnase d'Aigrefeuille.

Objet : Suppression de fourniture et pose d'isolation par laine de verre
 Suppression de fourniture et pose de cloisons
 Suppression de fourniture et pose de plafond.

Montant : - 2 303,92 € H.T. ce qui ramène le montant du marché à 44 300,12 € H.T. ; la moins-value est de 2 303,92 € H.T. soit – 4,94 % du montant H.T. initial du marché.

Décision n° 2014-83 du 5 août 2014 portant passation d'un avenant n° 4 au marché (lot n° 3 Espaces verts) attribué à l'entreprise ISS Espaces Verts à LA ROCHELLE pour l'exécution de travaux concernant les travaux de la Requalification de la ZI Ouest, 17700 SURGERES.

Objet : Désignation de la société IDVERDE s.a.s comme nouveau titulaire du marché 2011-030 en lieu et place de l'entreprise ISS Espaces Verts.

Décision n° 2014-84 du 18 août 2014 portant passation d'un marché «fourniture et services» à bons de commande.

Objet : Transport des élèves des écoles du territoire de la Communauté de Communes Aunis Sud pour la natation scolaire.

Société attributive : KEOLIS Littoral à ROCHEFORT CEDEX

Montant du marché : 4,72 € H.T du kilomètre.

VII.2 REMERCIEMENTS.

Monsieur Jean GORIOUX, Président, fait part à l'assemblée des remerciements adressés par :

- la Commune de Saint Mard pour la mise à disposition de la scène mobile lors de la fête du 13 juillet 2014 à Boisseuil ;

- l'Association Hippique de Saint Saturnin du Bois concernant la subvention qui lui a été accordée pour l'organisation du concours de saut d'obstacles ;

- les Archers d'Hélène concernant la subvention qui leur a été accordée pour l'organisation du Championnat de France de tir à l'arc 3D du 15 au 18 août 2014.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Président clôt la séance à 20 h 50.

Jean GORIOUX

Gilles GAY

Joël LALOYAUX

Marie-France MORANT

Anne-Sophie DESCAMP
Pouvoir à M. G.GAY

Yann GAY

Jean-Marie TARGÉ

Olivier DENECHAUD

Emmanuel JOBIN

Annie SOIVE

Etienne YVENAT

Joël BAECKER

François GIRARD

Evelyne CARIOU

Daniel ROUSSEAU

Jean-Michel CAPDEVILLE

Pascale GRIS

Micheline BERNARD

Gilbert BERNARD

Marc DUCHEZ

Jean-Michel SOUSSIN

Robert BABAUD

Christian BRUNIER

Geneviève FRAIGNEAU

Christine BOUYER
Pouvoir à Mme.FRAIGNEAU

Christine JUIN

Raymond DESILLE

Philippe GORRON

Mayder FACIONE

Joël DULPHY

Walter GARCIA
Pouvoir à Mme ZAMPARO

Véronique ZAMPARO

Marie-Véronique CHARPENTIER

Patricia FILIPPI

Bruno CHAIGNEAU

Vincent COURBOULAY

Marie-Pierre BRUNET

Philippe AVRARD

Catherine DESPREZ

Sylvie PLAIRE

Jean-Yves ROUSSEAU

Jean-Pierre SECQ

Marie-Joëlle LOZAC'H SALUN Thierry ANDRIEU
Pouvoir à M. SECQ

Pascal TARDY

Sylvain BAS
Pouvoir à M.Tardy

Thierry PILLAUD

Jacqueline BOULERNE